Avancées et reculs des démocraties

version : octobre 2019

- Considérée comme un horizon, un objectif (ou une façade), **la démocratie n'est pas un système politique fini et abouti**. Elle est en effet fréquemment soumise aux critiques, donc aux débats et aux délibérations qui peuvent l'entretenir ou l'approfondir.

- **La démocratie n'est pas non plus un système politique inamovible** ; elle est fragile et soumise à des pressions endogènes (qui viennent du territoire dans lequel elle s'exerce) mais aussi exogènes (qui viennent de l'extérieur).

Problématique : *Quelles forces et processus permettent d'approfondir la démocratie ou contribuent à la fragiliser ?*

I] Regard historique sur le « recul » des démocraties

A) Instabilité, désunions et conquête étrangère dans les démocraties antiques

-Guerre, perte de puissance et dérive oligarchique à Athènes

- **La guerre du Péloponnèse (431-404 av. J-C)** a marqué la fin de l'expansion de la puissance athénienne. Cité impérialiste (l'empire se révélant d'ailleurs indispensable à la démocratie puisque la Ligue de Délos permettait de financer le fonctionnement du régime), **Athènes est battue et assiégée. Elle estime encore son système politique exemplaire**. Ainsi, dès le début du conflit, en 429 av. J-C, lorsque la cité de Platées (Béotie) fut attaquée par les Thébains et les Spartiates, les Platéens réfugiés à Athènes se virent tous accorder la citoyenneté par décret, hommes et femmes confondus. De même, confrontés aux défaites, les Athéniens cherchèrent à ouvrir la citoyenneté, la donnant à des esclaves (après la désastreuse expédition de Sicile en 415-413 av. J-C au cours de laquelle 10 000 citoyens perdirent la vie) ou à des peuples entiers comme les Samiens (l'un des rares peuples de la Ligue de Délos resté fidèle à Athènes).

- Alors que la guerre n'est pas terminée (mais PERICLES est mort vers 429 av. J-C), **Athènes est marquée par un coup d'Etat en -411** alors qu'Athènes a essuyé de terribles défaites (comme en Sicile) et que les esclaves se rebellent dans les mines du Laurion. En 411 av. J-C, l'Ecclesia, saisi par la paranoïa et la crainte de la défaite, vote un décret qui a pour effet d'abroger les outils de contrôle de la constitutionnalité : les accusations d'illégalité (*graphê paranomôn*), les dénonciations (*eisangelia*) ou les citations en justice (*prosklêsis*) sont interdites. Les *misthoi* sont supprimés, le pouvoir politique est confié « aux Athéniens les plus capables de contribuer par leur personne et par leur argent (c'est-à-dire capables de s'armer comme hoplites), au nombre de 5 000 au minimum, et pour la durée de la guerre » (ARISTOTE, *Constitution d'Athènes*, XXIX,

5). Ces 5 000 élisent ensuite en leur sein 100 citoyens qui rédigent une « constitution » créant un Conseil des Quatre-Cents (40 par tribu). Celui-ci ne restera pas longtemps en place avant que la démocratie soit rétablie.

- **Un autre coup d'Etat est organisé en -404, aboutissant à la tyrannie des Trente, imposée par Sparte après la reddition d'Athènes**. Ces Trente, emmenés par l'orateur athénien CRITIAS, suppriment l'Héliée, restaurent les prérogatives passées de l'Aréopage, et relèguent l'Ecclésia à un simple rôle consultatif. La première décision des oligarques (les Trente) fut de restreindre le corps civique aux 3 000 citoyens les plus riches. A cette occasion, de nombreux Athéniens furent déchus de leurs droits et bannis de la cité.

- Les excès des nouveaux dirigeants et l'attachement des Athéniens à la démocratie conduit cependant à **un rétablissement de la démocratie, moins d'un an après la prise de pouvoir des Trente**. Parmi les opposants à l'oligarchie, deux tendances se dessinent : les démocrates menés par THRASYBULE souhaitent que tous ceux (étrangers et esclaves compris) ayant rejoint l'armée des démocrates contre les Trente puissent recevoir la citoyenneté. Son décret est bloqué par une action en illégalité intenté par un autre groupe de démocrates mené par ARCHINOS. Le rétablissement de la démocratie coïncide avec une certaine **épuration** : c'est dans ce contexte qu'est condamné et exécuté SOCRATE, accusé d'avoir perverti ses jeunes élèves, en particulier ses disciples CRITIAS et ALCIBIADE, meneurs des révolutions oligarchiques. A sa mort, son disciple PLATON fonda une école philosophique, l'Académie (385 av. J-C), en périphérie d'Athènes, et se plaça dans une situation d'exil intérieur, dialoguant avec SOCRATE.

- Au IVe siècle, alors qu'Athènes, appauvrie, battue, est redevenue simple cité, **la démocratie se maintient et se transforme :**

-<u>des transferts de compétences sont mis en place entre les assemblées</u> : la Boulé prépare les décrets ; l'Ecclésia vote les décrets et propose les lois ; l'Héliée vote désormais les lois et légalise les décrets ;

-le corps civique s'est réduit (moins de 30 000 citoyens forment le *demos*) mais <u>se réunit davantage à l'Ecclésia</u> (40 fois par an !) ;

-<u>le *misthos* (jusqu'alors réservé aux héliastes, puis aux bouleutes) est accordé aux citoyens se rendant à l'Ecclésia mais dans la limite des 6 000 premiers</u>. Cela entraîne un afflux d'urbains de tous milieux (nobles, petits et grands commerçants, potiers, et dockers), de plus en plus sensibles aux discours démagogiques (ce que critique ARISTOPHANE dans ses pièces par exemple).

- **La montée en puissance de la Macédoine aura raison de cette démocratie de plus en plus critiquée** (comme par PLATON ou ARISTOTE, précepteur d'ALEXANDRE LE GRAND). La défaite des Grecs à Chéronée contre PHILIPPE II (-338) a beau susciter l'appel à la résistance de l'orateur DEMOSTHENE et le vote d'une loi permettant de défendre la démocratie en danger (en -336 ; cette loi promettait l'impunité totale à tout assassin d'un potentiel tyran), Athènes est désormais soumise. ALEXANDRE LE GRAND soumet la cité révoltée en 322 av. J-C.

-Une République à bout de souffle à Rome au Ier siècle av. J-C

- **A la fin du IIe siècle av. J-C, la République romaine**, établie depuis 300 ans, **est fragilisée par la montée des inégalités**. Les patriciens font fructifier leurs possessions et tentent de les accroître tout en accaparant les magistratures. Les plébéiens, qui bénéficient du « pain et des jeux », se placent sous la protection d'un « maître » (clientèle).

- Devenu tribun de la plèbe en 133 av. J-C, **Tiberius GRACCHUS** fait voter une loi agraire pour reprendre l'*ager publicus* (terres) aux plus riches et les redistribuer aux plus pauvres à la condition de les cultiver eux-mêmes et ne pas les revendre. Les opposants à ce projet firent pression sur d'autres tribuns pour qu'un veto soit prononcé. Refusant de reculer, Tiberius GRACCHUS fut tué lors d'une émeute (son cadavre fut jeté dans le Tibre) la même année. Son frère, Caïus GRACCHUS, élu tribun de la plèbe (123), essaya de réduire l'influence des patriciens et de reprendre la loi agraire de Tiberius. Accusé de sacrilège pour avoir fondé une colonie agraire sur le sol maudit de Carthage, il fut également massacré (121).

- **Une succession de généraux ambitieux** tentèrent au Ier siècle av. J-C de s'emparer du pouvoir grâce à leur armée, créant un véritable climat de guerre civile à Rome :

-MARIUS modifia l'organisation de l'armée durant son consulat (augmentation des effectifs des légions, divisions en cohortes, aigle comme emblème militaire, acceptation des plus pauvres dans l'armée) et se fit élire 6 fois à cette magistrature, ce qui était illégal ; excédé par les troubles à Rome et par sa baisse de popularité, il se retira en -100.

-SYLLA, général auréolé de victoires dans la guerre sociale (en Italie) et contre le roi MITHRIDATE (Asie mineure), écarte les partisans de MARIUS et se fait proclamer dictateur à perpétuité (les pouvoirs du dictateur ne devaient pourtant pas excéder 6 mois) avec droit de vie et de mort sur tous et possibilité d'effectuer des transformations institutionnelles. Il augmenta le nombre de sénateurs, réduisit les pouvoirs des tribuns de la plèbe… puis finit par se retirer en -78.

-officier de SYLLA, POMPEE obtint de brillants succès malgré son jeune âge (72-63 av. J-C), aussi bien en Espagne, que contre les révoltés menés par SPARTACUS ou encore en Syrie. Revenu à Rome, il s'associe avec 2 ambitieux (CESAR et CRASSUS) pour diriger ensemble Rome, dans un *triumvirat* (-63).

-issu d'une prestigieuse famille (les *Iulii*), CESAR dut partir en campagne militaire pour rivaliser avec POMPEE (conquête de la Gaule de 58 à 51 av. J-C). Alors que CRASSUS était mort dans la guerre contre les Parthes et que POMPEE manipulait le Sénat et tout en se faisant nommer consul avec les pleins pouvoirs (illégal), CESAR franchit le Rubicon (fleuve frontière entre la Gaule cisalpine et l'Italie), poursuivit POMPEE jusqu'en Thessalie (victoire à Pharsale en -48) puis en Egypte (où POMPEE fut assassiné) et devint le maître de Rome (dictateur à vie, titre d'Imperator, cumul des pouvoirs de consul, censeur, Grand Pontife, tribun, etc.).

-La démocratie étouffée par l'impérialisme et l'avènement des grands ensembles territoriaux

- Les cas antiques montrent que **la démocratie, même « installée » depuis un ou plusieurs siècles** (ce qui ne signifie pas qu'elle est solidement ancrée)**, est fragilisée voire abandonnée dans plusieurs cas** :

>sous la pression de conflits (guerre du Péloponnèse) ou de tensions internes (guerres civiles) ;

>face à la menace ou l'invasion de puissances étrangères, particulièrement dans le cas où le système démocratique est minoritaire ;

>dans le cadre de la constitution d'un empire territorial, difficile à gérer « démocratiquement » ;

>lorsque les fondements du système démocratique sont fragiles ou érodés (absence de contrôle des gouvernants, inégalités sociales et politiques, séparation des pouvoirs peu claire, fragilité des contre-pouvoirs, etc.).

- A l'inverse, dans un article de 2006 (*L'Histoire*), l'historien Alexis KALLIAS s'interroge sur **la propension des démocraties à tomber dans l'impérialisme**. Qu'il s'agisse d'Athènes au Ve siècle ou des Etats-Unis de l'après-11 septembre 2001, la croyance indéfectible en son modèle conduit les démocraties à vouloir imposer le système politique à l'étranger. Si l'impérialisme peut renforcer un temps la démocratie (en apportant des finances nouvelles permettant de faire fonctionner le régime), il peut aussi le fragiliser (l'impérialisme athénien a ainsi conduit à la guerre du Péloponnèse).

B) La fragilité des jeunes démocraties du XIXe siècle à la Seconde Guerre mondiale

-Le poids des armes : coups d'état contre démocratie

1. Le coup d'Etat de Louis-Napoléon BONAPARTE, une prise de pouvoir illégale dans une démocratie fragile

- Après avoir fait l'expérience de la démocratie à l'époque révolutionnaire (expérience parfois douloureuse du fait des tensions, des guerres et des problèmes qui émaillent cette période), **les Français sont retournés à un système autoritaire monarchique en 1815**. Constitutionnelle (LOUIS XVIII), conservatrice (CHARLES X) et libérale bourgeoise (LOUIS-PHILIPPE), la monarchie n'a pu satisfaire les aspirations libérales des Français (en particulier des élites) ni résoudre les dysfonctionnements économiques d'un système productif en mutation (industrialisation).

- A l'été 1847, les opposants à la Monarchie de Juillet contournent l'interdiction de réunion et d'association et organisent **une campagne de banquets** où les toasts se transforment en discours politiques (on en organise à Lille, Avesnes, Valenciennes, Annezin ou encore Arras en novembre-décembre 1847).

- **L'ambiance est révolutionnaire**, comme le rappelle Alexis DE TOCQUEVILLE dans ses *Souvenirs*, avançant le discours qu'il tint devant les députés le 29 janvier 1848 afin de les alerter sur le climat délétère : *« Est-ce que vous ne ressentez pas, par une sorte d'intuition instinctive qui ne peut pas s'analyser, mais qui est certaine, que le sol tremble de nouveau en Europe ? Est-ce que vous ne sentez pas... que dirais-je ?... un vent de révolution qui est dans l'air ? […] Je parle ici sans amertume, je vous parle, je crois, même sans esprit de parti ; j'attaque des hommes contre lesquels je n'ai pas de colère, mais enfin, je suis obligé de dire à mon pays ce qui est ma conviction profonde et arrêtée. Eh bien ! ma conviction profonde et arrêtée, c'est que les mœurs publiques se dégradent ; c'est que la dégradation des mœurs publiques vous amènera dans un temps court, prochain peut-être, à des révolutions nouvelles. Est-ce donc que la vie des rois tient à des fils plus fermes et plus difficiles à briser que celle des autres hommes ? »*

- Alors que LOUIS-PHILIPPE ne semblait pas mesurer la menace, le président du Conseil François GUIZOT fit interdire un énième banquet, à Paris. **Les organisateurs décident néanmoins de le maintenir et en fixent la date au 22 février. La veille, ils renoncent à leur projet. Trop tard** : les participants se rassemblent, accueillis par les fusils. La soirée se termine par des échauffourées. C'est le début du printemps des peuples qui, en France, mène à l'abdication du Roi (24 février) et à la proclamation de la République (le 25 février, dans la salle Saint-Jean de l'Hôtel de Ville de Paris, le poète Alphonse DE LAMARTINE – qui fut député de Bergues de 1833 à 1837 – promet le suffrage universel : le peuple à la place du trône).

- Forte des acquis de la Ière Révolution, cette nouvelle République instaure le suffrage universel (masculin), la liberté de presse et de réunion, l'abolition de l'esclavage… Cependant, **cette République est handicapée dès sa création par la division de ses promoteurs au sujet de la question sociale.** La fermeture des Ateliers nationaux (21 juin 1848), contraire au principe du « droit au travail » prononcé le 25 février, provoque une scission entre les Républicains modérés et les « socialistes » (comme Louis BLANC) qui perdent les élections et son évincés du gouvernement. Paris est ainsi secouée par une vague de révolte populaire du 22 au 26 juin, certains clubs politiques sont fermés, des responsables politiques sont arrêtés (comme François-Vincent RASPAIL ou Auguste BLANQUI) et la presse est à nouveau contrôlée.

- Dans ce contexte troublé, **l'élection du président de la République porte le prince Louis-Napoléon BONAPARTE au pouvoir pour au moins 4 ans (10-11 décembre 1848** ; il est élu à 75 % des voix**)**. Neveu de NAPOLEON Ier, fils de l'ancien roi de Hollande Louis BONAPARTE et d'Hortense DE BEAUHARNAIS, élevé en Suisse où résidait sa mère, Louis-Napoléon BONAPARTE participa aux soulèvements des Carbonari en Italie puis tenta de renverser LOUIS-PHILIPPE à deux reprises en 1836 à Strasbourg et en 1840 à Boulogne. Enfermé au fort de Ham (dans la Somme), il s'évada en 1846 et se réfugia à Londres. Après la révolution de février, ses partisans firent une active propagande en sa faveur auprès des bourgeois et des ouvriers (il a écrit un ouvrage intitulé *L'extinction du paupérisme*) et ils le firent élire à l'Assemblée constituante. Pour les élections présidentielles, BONAPARTE mena une habile campagne pour convenir à toutes les sensibilités :

  -discours ferme permettant d'être appuyé par les <u>partisans de l'ordre</u> ;

  -son manifeste électoral le présente comme un homme « d'ordre et de sécurité » qui doit rassurer les <u>conservateurs</u> ;

>il se dit favorable à la liberté de l'enseignement, ce à quoi adhère l'Eglise et ses fidèles ;

>il propose une amnistie qui devrait lui rallier la gauche révolutionnaire ;

>son nom suscite un relatif engouement auprès de la classe populaire.

- Louis-Napoléon BONAPARTE choisit ses ministres au sein du « parti de l'ordre » (Odilon BARROT, Alfred DE FALLOUX) et discrédita ainsi les Républicains. Ceux-ci souffraient de plus d'un relatif désintérêt de l'opinion et de la montée en puissance des relais anciens du conservatisme comme l'Eglise (les grands prélats réformateurs GIRAUD et DE LA TOUR D'AUVERGNE meurent en 1850 et 1851) et les grands industriels conservateurs. Aux élections législatives du 13 mai 1849, les républicains modérés, grands vainqueurs des élections de 1848, furent complétement vaincus en 1849 (moins de 80 élus). **Désormais, dans cette République paradoxale, tous les pouvoirs étaient aux mains des ennemis de la République !**

- Le soulèvement organisé à Paris le 13 juin 1849 par Alexandre LEDRU-ROLLIN et ses partisans républicains (officiellement pour protester contre l'expédition de Rome qui consistait à rétablir le pape dans ses Etats) **fut le prétexte pour le gouvernement et l'Assemblée de prendre un arsenal de mesures réactionnaires** (Louis-Napoléon BONAPARTE déclara alors : *« Il est temps que les bons se rassurent et que les méchants tremblent »*) :

>limitation du droit d'association (un banquet ouvrier devant se tenir à Roubaix en 1850 avec LEDRU-ROLLIN et DELESCLUZE est par exemple interdit) ;

>encadrement de la presse plus important (poursuites plus fréquentes pour « délit de presse » ; journaux contraints de publier les communiqués officiels) ;

>suppression du droit de grève (27 novembre 1849) ;

>loi Falloux (mars 1850) qui vise à mettre l'enseignement public sous le contrôle de l'Eglise ;

>loi électorale du 31 mai 1850 qui restreint le suffrage universel (3 millions d'électeurs en moins) : on en exclut les vagabonds, les condamnés pour rébellion (beaucoup d'ouvriers, donc) et il faut avoir résidé au moins 3 ans dans la commune pour être électeur (or, beaucoup d'ouvriers sont particulièrement mobiles) : les paysans, sous la conduite des propriétaires fonciers et des prêtres, deviennent ainsi le corps électoral dominant.

- **BONAPARTE sut, en parallèle, se gagner l'opinion par de multiples voyages en province**. Il s'assura des relais autoritaires dans les départements, en plaçant des préfets autoritaires, comme COMBE-SIEYES à Arras ou Claude-Marius VAÏSSE à Lille. Celui-ci lui certifia, en 1850, la fidélité d'au moins 90 % des maires du département.

- Si BONAPARTE souhaitait s'emparer d'un pouvoir personnel et autoritaire, le « parti de l'ordre » visait à rétablir la monarchie (après le décès de LOUIS-PHILIPPE en 1850, on se rabattit sur le comte de Chambord). **Ainsi, l'Assemblée s'opposa à lui lorsqu'il demanda de prolonger sa présidence (juillet 1851)**.

- **Il organisa alors un minutieux coup d'Etat le 2 décembre 1851** (jour anniversaire d'Austerlitz) en plaçant préalablement des hommes de confiance à la tête des troupes et de la police, en faisant arrêter les hommes politiques et députés influents (le général conservateur Eugène CAVAIGNAC ou encore Adolphe THIERS) et en massant les cuirassiers dans les villes.

- Ainsi, **profitant d'un contexte favorable** (division des Républicains, aspirations à l'ordre et au développement), **d'une absence d'opposition** (à Paris, Victor HUGO et Victor SCHOELCHER tentent en vain de mobiliser les ouvriers ; des manifestations sont facilement dispersées un peu partout comme à Lille, Valenciennes ou Douai) **et d'un ensemble de dispositions passées par la voie démocratique** (contrôle des opposants et de la presse par exemple), Louis-Napoléon BONAPARTE va aisément devenir NAPOLEON III **en détricotant les mécanismes de la démocratie**. Si le suffrage universel et le pluralisme existent encore officiellement, ils sont rendus inopérants et symboliques par le recours aux plébiscites (celui du 21 décembre 1851 prolonge de 10 ans le mandat présidentiel ; celui du 21 novembre 1852 accepte la mise en place du IInd Empire) et aux candidatures officielles (seuls les candidats officiels peuvent tenir des réunions électorales). Les libertés individuelles sont, elles, très limitées.

2. La Chine au début du XXe siècle et la difficile transition vers la démocratie

- Dotée d'une histoire riche portée par des dynasties durables (les Han de 202 av. J-C à 221 ; les Tang de 618 à 907 ; les Song de 960 à 1276), **la Chine est un empire territorial qui n'a pas connu la démocratie et dont la culture valorise une certaine soumission au chef** (le confucianisme, développé au VIe siècle av. J-C, considère que les sociétés sont divisées en 3 groupes : les hommes parfaits comme les empereurs ; les nobles et être supérieurs ; les hommes « communs »).

- **Au XIXe siècle**, l'empire du Milieu est aux mains des Qing mandchous depuis 1644 (dynastie venue du nord) qui, bien qu'ayant repoussé les limites de l'empire au maximum, se révèlent incapables de surmonter une **série de difficultés** :

-croissance démographique explosive ;

-stagnation économique qui conduit à une forte agitation sociale ;

-concurrence des voisins, en particulier du Japon qui s'est ouvert au commerce mondial sous l'influence des Etats-Unis et a entamé une modernisation avec l'abolition du « shogunat », régime martial et militaire – on parle de restauration Meiji (1868) ;

-ingérences de plus en plus marquées des puissances occidentales : au terme de la guerre de l'opium, le Royaume-Uni obtint la cession de Hong Kong au traité de Nankin en 1842, ainsi que l'ouverture d'autres ports au commerce européen. La Chine est à nouveau défaite en 1885 par la France qui prend le contrôle de l'Indochine.

- **La défaite chinoise face au Japon et le traité de Shimonoseki (17 avril 1895) affaiblissent encore plus la puissante vieillissante**. La Chine reconnaît l'indépendance de la Corée et la

dissolution du lien vassalique entre son souverain et l'empereur mandchou. Par ce traité, elle verse une indemnité de guerre au vainqueur et doit ouvrir 7 ports aux commerçants japonais. Elle renonce aussi à l'île de Taïwan et au petit archipel des Pescadores, ainsi qu'à la presqu'île du Leao-tong, au sud de la Mandchourie et à l'est de Pékin. La Russie profite d'ailleurs des problèmes intérieurs en Chine pour occuper la Mandchourie à la fin du XIXe siècle (le tsar y fait construire une importante base navale, Port-Arthur, qui lui permet d'avoir un port libre de glaces toute l'année en Extrême-Orient).

- **Le choc de la défaite a au moins 2 conséquences en Chine :**

-<u>une volonté de réformes</u> : plus de 5 000 km de voies sont construites après 1895 mais les décrets imposés par le jeune empereur KUANG-HSU (24 ans) en 1898 sont brisés par sa tante CIXI, l'impératrice douairière [veuve] qui assume le pouvoir de 1860 à 1908 et qui séquestre l'empereur pour permettre aux conservateurs de régner.

-<u>une politique hostile aux étrangers :</u> l'impératrice douairière CIXI soutient en 1900 la révolte de la secte des Boxeurs pourtant initialement opposée à la dynastie mandchoue. A sa demande, les Boxeurs de Pékin se lancent alors dans une chasse aux chrétiens chinois et aux prêtres européens, massacrant les uns et les autres. Anglais, Américains, Allemands, Autrichiens, Italiens, Français, Russes et même Japonais organisent alors un corps expéditionnaire sous le commandement du général allemand Alfred VON WALDERSEE et imposent de nouvelles exigences à la Chine, en particulier d'importantes réparations financières.

- Appauvri, endetté, déclassé, dépassé par le Japon et exploité par les Occidentaux (qui tirent profit des ressources), **la Chine des Qing tente de se moderniser comme le Japon et instaure des réformes démocratiques en 1907**, faisant évoluer la Constitution. Des assemblées provinciales élues au suffrage restreint et dont les délégués auraient formé une Assemblée nationale à titre consultatif furent mises en place en 1909. Mais toutes ces mesures venaient trop tard. Loin de désamorcer le mouvement contestataire et pré-révolutionnaire, elles offraient aux adversaires du régime, en particulier à l'intelligentsia et à la bourgeoisie, de nouveaux terrains d'activité (comme l'armée moderne, les écoles, les chambres de commerce, les assemblées provinciales).

- **La contestation se développe ainsi dans plusieurs strates de la société et l'idée d'une République fait son chemin**. Le médecin SUN Yat-Sen (1866-1925), formé à Hong Kong, tente plusieurs soulèvements sans succès contre la dynastie Qing au début du XXe siècle. Il forme avec plusieurs progressistes une structure politique en 1905 (ancêtre du Guomindang, parti fondé en 1912) qui place « trois principes du peuple » au cœur de son programme : 1. indépendance du peuple (donc renversement de la dynastie mandchoue) ; 2. souveraineté du peuple (donc mise en place d'une république) ; 3. bien-être du peuple (donc multiples réformes économiques et sociales).

- Le réseau des Républicains chinois s'élargit au début du XXe siècle, touchant les élites urbaines, l'armée et même les paysans. **Des soulèvements sont organisés dans tout le pays contre le régime en place entre 1905 et 1911**. L'ensemble des provinces et des grands corps (armée,

autorités locales, assemblées provinciales) passent dans le camp des Républicains qui ont établi un gouvernement provisoire à Nankin ; SUN Yat-Sen devient président le 29 décembre 1911.

- Mais les vainqueurs se divisent rapidement. Les révolutionnaires radicaux ne sont qu'une poignée ; ils trouvent en face d'eux les modérés et les anciens monarchistes constitutionnels, soutenus par les chambres de commerce et les notables ruraux. **Ces modérés éliminent progressivement dans chaque province les groupes révolutionnaires** qui avaient pris le pouvoir au lendemain de la révolution. **Ils se rallient au général YUAN Shikai**, un ambitieux qui a convaincu les Mandchous d'abdiquer formellement et qui, dès février 1912, évince à son profit SUN Yat-sen de la présidence.

- Si cette première République est marquée par une éphémère floraison de journaux, de clubs et de partis politiques, spontanés et divers ou encore par l'adoption d'une constitution très proche du système américain, et des élections qui ont lieu au début de 1913, **cette expérience démocratique sur le modèle occidental est de très courte durée**. Le général YUAN Shikai évince le Guomindang du pouvoir, procède à des assassinats politiques et poursuit, de fait, la politique des Qing mandchous. Ainsi, la pénétration occidentale en Chine est à son apogée. A la mort de YUAN Shikai en 1916, les militaires pro-Japon et conciliants avec l'Occident (la Chine participe néanmoins à la Première Guerre mondiale pour liquider les positions allemandes dans le pays) restent au pouvoir dans un pays divisé désormais dépourvu d'autorité centrale réelle (l'heure est à la lutte entre les « seigneurs de guerre » qui cherchent à s'imposer dans les provinces) où la contestation monte à nouveau.

- En 1917, les provinces sudistes font sécession, et SUN Yat-sen (qui s'était enfuit au Japon) revient à Canton pour y prendre la tête d'un gouvernement hostile à celui de Pékin. A la fin de la Première Guerre mondiale, un mouvement de contestation secoue le pays à la suite des dispositions du traité de Versailles qui confie au Japon un territoire allemand revendiqué par la Chine (le Shandong, au nord-est du pays). **Le 4 mai 1919, 3 000 étudiants se réunissent pour manifester à Pékin**, devant la porte Tian'anmen, et diffusent un manifeste qui proclame : *« Le territoire de la Chine peut être conquis, mais il ne peut être donné ! Les chinois peuvent être tués, mais ils ne veulent pas être soumis ! Notre pays risque sa perte ! Citoyens, mobilisez-vous ! »*

- Ces jeunes intellectuels se rassemblaient ainsi autour d'un certain sentiment patriotique. Baignés dans les utopies socialisantes japonaises, les idées anarchistes occidentales ou encore le marxisme en application dans l'URSS voisine, **ils fondèrent le Parti communiste chinois (PCC) en juillet 1921**, certains étant déjà en contact avec les bolchéviques de Moscou.

- **Face à l'anarchie provoquée par les seigneurs de guerre, le Guomindang de SUN Yat-Sen et le Parti communiste chinois (PCC) s'allient** (les communistes vont jusqu'à devenir membres du Guomindang et de ses organes dirigeants, le Guomindang accepte de soutenir le mouvement ouvrier et se rapproche de Moscou). SUN Yat-Sen établit un gouvernement militaire à Canton dans le but de rétablir l'ordre en Chine, mais il n'obtient pas de reconnaissance internationale. A partir de juillet 1926, les armées de Canton dirigées par le général TCHANG Kai-Chek (beau-frère de SUN Yat-Sen) reprennent le pays en combattant les seigneurs de guerre (le Sud et le

Centre sont soumis par les armes, le Nord prête allégeance aux nouveaux dirigeants) : le Guomindang est désormais maître de la Chine.

- Cependant, le dynamisme des forces d'extrême-gauche inquiète de plus en plus la droite du Guomindang, dont TCHANG Kai-Chek prend ouvertement la tête. La rupture intervient à Shanghai en avril 1927 : TCHANG liquide par les armes les milices ouvrières qui lui ont permis d'entrer dans la ville, les syndicats, le Parti communiste. **La Chine tombe dans une nouvelle guerre civile et les communistes sont contraints à l'exil vers le nord-ouest en 1934** : c'est la Longue marche dirigée par le nouvel homme fort du parti, MAO Zedong.

- Durant la guerre civile, **le régime de TCHANG Kai-Chek prend à partir de 1928 l'aspect d'une dictature militaire**. TCHANG reste chef de l'armée, y compris dans les périodes où il n'est pas officiellement chef de l'État ou du gouvernement. Le Guomindang est parti unique et les institutions sont encadrées par une constitution provisoire. La corruption mine l'ensemble de l'Etat, en particulier le monde judiciaire.

- Profitant de la division et de la situation toujours anarchique dans le pays (l'autorité de l'Etat central n'est pas reconnue partout), les Japonais envahissent les régions du nord de la Chine, riches en matières premières à partir de 1931. La situation d'occupation stimule d'abord l'union entre nationalistes et communistes qui arrêtent la guerre civile (« front uni ») mais, dès 1938, les communistes combattent séparément ; MAO écarte progressivement ses concurrents à partir de 1937 (il sera nommé président du Comité central du PCC en 1945). La domination du Guomindang (choisi comme interlocuteur privilégié par les Etats-Unis qui avaient néanmoins tenté d'imposer un gouvernement de coalition à la conférence de Chongqing en août-octobre 1945) explique le déclenchement d'une nouvelle guerre civile en 1946.

- Le PCC s'est aguerri durant la Seconde Guerre mondiale (1,2 millions d'adhérents en 1945 contre 40 000 en 1937 ; armée de 900 000 hommes) et MAO fait le choix de s'appuyer sur les campagnes et les paysans (promesse de réforme agraire) et non sur les ouvriers et les villes. En janvier 1949, son mouvement est rallié par la majorité du pays et Pékin est prise sans combat par l'Armée populaire de libération ; entre avril et novembre, la plupart des autres villes tombent sans grande résistance. Le Parti communiste parvient à un rétablissement économique spectaculaire en faisant le choix de rassurer la bourgeoisie et les petits entrepreneurs : l'inflation est stoppée, la collectivisation ne concerne d'abord que les banques et l'industrie lourde. **La République populaire de Chine (RPC) est proclamée le 1er octobre 1949 ; elle est le fruit d'un énième coup d'Etat**. Les nationalistes du Guomindang, eux, se réfugient sur l'île de Taiwan, protégés par les États-Unis.

3. Le Brésil au début du XXe siècle : la démocratie entre légalité et autorité

- Colonie portugaise (les côtes sont découvertes en 1500 par le navigateur portugais Pedro ALVARES CABRAL), le Brésil obtient son indépendance le 7 septembre **1822** (reconnue par le Portugal en 1825) et prend **la forme d'un régime monarchique ou impérial** (le dirigeant possède le titre d'empereur) basé néanmoins sur une constitution.

- En **1889**, les grands propriétaires, maîtres d'esclaves, les *fazendeiros*, renversent l'empire et **proclament la République (fédérale) qui est, en fait, oligarchique**. Elle est en effet aux mains des grands industriels laitiers et cafetiers (on parle de « République *café com leite* ») qui s'accaparent les postes majeurs (en particulier celui de gouverneur) et s'appuient sur l'armée.

- Les années 1920 sont marquées par des dérèglements économiques qui provoquent des tensions sociales. Les classes moyennes revendiquent des changements démocratiques (vote secret, liberté de presse et d'association, respect des résultats électoraux) et politiques (alphabétisation, nationalisation de certains intérêts économiques étrangers), en particulier de jeunes officiers qui s'insurgent à Sao Paulo en juillet 1924 ou parcourent le pays en diffusant des idées révolutionnaires (« colonne Prestes » de 1925 à 1927). **Le 4 octobre 1930, l'avocat Getulio VARGAS (1883-1954)**, issu d'une famille de fermiers et dont la carrière politique est alors déjà riche (il fut député, ministre de l'Economie, gouverneur…), **prend le pouvoir par un coup d'Etat** alors qu'il vient d'échouer aux élections présidentielles.

- Alors qu'il réprime les opposants (comme le soulèvement pauliste qui réclamait le rétablissement de la Constitution), **VARGAS décide d'opter pour la voie démocratique et convoque une Assemblée constituante en 1934**. Cette Assemblée adopte une Constitution qui renforce les pouvoirs du gouvernement central au détriment de ceux des États, et élit VARGAS président pour 4 ans. Le droit de vote est donné aux femmes, le vote à bulletin secret est instauré.

- Face aux opposants qui s'expriment dans le cadre démocratique (il y a en outre une tentative de coup d'Etat communiste en 1935 ; un faux prétendant qu'un complot communiste se trame est utilisé pour légitimer le changement institutionnel), **VARGAS dissout le Congrès avec l'appui des forces armées en 1937**, suspend les libertés démocratiques et destitue tous les gouverneurs d'États. Une Constitution calquée sur celle des États totalitaires est imposée au pays (l'exécutif peut gouverner par décrets-lois sans passer par le Congrès, droit de grève supprimé, corporatisme fasciste, encadrement de la population) : **c'est l'*Estado Novo* (1937-1945)**.

4. Au Portugal, l'*Estado Novo* (aussi) de SALAZAR

- La monarchie portugaise connaît d'importantes recompositions au XIXe siècle (notamment sur le plan colonial – le Portugal est perdu en 1822) qui se traduisent par une certaine agitation politique. Au début du XXe siècle, le roi CHARLES Ier tente de refonder le système politique, en confiant le gouvernement à Joao FRANCO, un libéral qui instaure une dictature (mise en suspens du Parlement) pour juguler les agitations. Le mécontentement suscité par les réformes, l'agitation sociale et les méthodes autoritaires du chef du gouvernement aboutissent à l'assassinat du roi et du prince héritier en 1908. L'instabilité politique et l'agitation s'intensifient. **Deux ans plus tard, le 5 octobre 1910, la république est instaurée par des républicains qui n'ont aucune expérience du gouvernement**.

- Issus des milieux urbains, les républicains ont du mal à faire accepter la République à une population encore majoritairement rurale, peu industrialisée et dont le taux d'analphabétisme frôle les 75 %. **Les débuts sont difficiles** car le gouvernement se met à dos les conservateurs catholiques (en raison de l'adoption de mesures anticléricales et de l'institutionnalisation de la laïcité) et les ouvriers (les mouvements sociaux sont violemment réprimés). Alors que la situation économique est désastreuse dans le pays, le Portugal entre dans la Première Guerre mondiale en 1916 pour chercher une légitimité internationale.

- **Le 8 décembre 1917, l'ancien ministre et ambassadeur portugais en Allemagne, Sidonio PAIS profite du mécontentement général pour prendre le pouvoir**. Germanophile et hostile à la guerre, il instaure une « Nouvelle République » : l'assemblée est dissoute, le pouvoir du président renforcé (tendance certaine au culte de la personnalité), les liens avec le Vatican renoués, les opposants poursuivis et la presse censurée. A la fin de la guerre, le Portugal est au bord de la faillite et dans une situation d'anarchie : Sidonio PAIS est assassiné (14 décembre 1918), des juntes militaires et des monarchistes tentent de prendre le pouvoir à Porto, à Lisbonne et dans le nord du pays…

- Finalement, la République est rétablie (1919) mais pas pour longtemps : alors que l'armée, auréolée du prestige de la guerre, est amenée de plus en plus souvent à intervenir dans la vie politique du pays et que des officiers prennent le pouvoir en Espagne (1925), **un soulèvement militaire dirigé par le général Manuel GOMES DA COSTA met un terme à la république (28 mai 1926)**. Antilibéral et antidémocratique, la dictature est en quête d'un projet politique.

- En 1928, **Antonio de Oliveira SALAZAR**, professeur d'économie à l'université de Coimbra issu d'une famille modeste et ancien membre actif d'un mouvement étudiant catholique (le CADC), est nommé ministre des Finances. Avec le soutien de l'armée au pouvoir, SALAZAR entame son ascension vers le pouvoir en rétablissant l'équilibre budgétaire dès 1929 et en bâtissant le mythe du sauveur du Portugal. **En 1932, il est nommé président du Conseil**. La voie est ouverte pour l'*Estado Novo* (État nouveau) et son projet de construction de l'« homme nouveau ».

5. FRANCO et la guerre civile espagnole

- Au XIXe siècle, l'Espagne n'a plus sa puissance d'antan (elle est conquise par NAPOLEON Ier par exemple, devient l'enjeu d'une crise de succession dans les années 1870). **Dans une situation troublée, la Ière République est proclamée le 11 février 1873… pour quelques mois puisque les Bourbons sont replacés à la tête du pays en 1874** et le roi, ALPHONSE XII, instaure une monarchie constitutionnelle en 1876.

- Le pays est secoué par plusieurs crises et forces centrifuges : délitement de l'empire (perte de Cuba, Porto Rico, des Philippines), grippe espagnole, guerre du Rif (Maroc), grèves… Un coup d'Etat du général Miguel PRIMO DE RIVERA impose une monarchie autoritaire mais les bouleversements économiques des années 1920 (crise de 1929 par exemple) et le mécontentement général poussent ce Premier ministre et le roi à s'exiler : **la Seconde République espagnole est proclamée en 1931**.

- **Ce nouveau régime repose sur une nouvelle constitution libérale** qui établit une république de travailleurs, laïque et parlementaire, avec une assemblée unique et le suffrage universel (y compris pour les femmes). Elle prend des mesures en faveur des paysans (loi agraire du 15 septembre 1932), des femmes (droit de vote, divorce autorisé) et des autonomies catalane et basque. Les titres de noblesse sont abolis et le pouvoir du clergé (sécularisation de l'enseignement) et de l'armée se trouve diminué (réduction du nombre d'officiers).

- Les réformes entreprises par le Président du Conseil, le leader de la gauche républicaine, Manuel AZANA, touchaient les grands corps traditionnels, armée et Église, et frappaient les grands propriétaires. Elles suscitèrent une critique croissante dans les milieux visés, mais inquiétèrent aussi les classes moyennes et une partie de la paysannerie, d'autant plus que, par rapport aux autres pays ouest-européens, l'Espagne accusait un retard économique et industriel. **La gauche fut ainsi écrasée aux élections de 1933**.

- Alors qu'une coalition de droite (incluant des monarchistes) et de radicaux dirige désormais l'Espagne, **le pays s'enfonce dans une succession d'insurrections qui oblige l'armée à intervenir**. Ainsi, le général FRANCO vient déloger, sur ordre de Madrid, des socialistes et des anarchistes qui occupent une mine des Asturies (nord de l'Espagne) en 1934. Aux élections de 1936, les partis de gauche s'unissent pour former un « Front populaire » qui remporte les élections (AZANA devient président de la République) mais cela n'empêche pas les groupes d'extrême-gauche de rester actifs : des églises furent brûlées, des combats de rue opposèrent communistes et phalangistes, plusieurs assassinats politiques furent perpétrés.

- **C'est dans ce climat de violence que débute la guerre civile** avec le soulèvement (*el alzamiento*) des opposants mené par les militaires (revenu des Canaries, FRANCO prend le commandement des troupes du Maroc). **L'Espagne fut coupée en deux et subit les interventions étrangères** (internationalisation du conflit) : un territoire aux mains des Républicains aidés (un temps) par la France et l'Angleterre, mais aussi par l'URSS (brigades internationales) ; une partie conquise par les nationalistes appuyés par l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie (légion Condor).

- **Les franquistes s'emparent de l'ensemble du territoire espagnol en avril 1939**. Si initialement, les généraux s'accordent pour que le mandat confié à FRANCO en 1936 ne soit que provisoire et qu'il se limite aux fonctions de chef du gouvernement, celui que l'on nomme le *caudillo* va s'imposer par le décret du 1er octobre 1936 et la loi du 8 août 1939, dans lesquels FRANCO s'autoproclame chef de l'État pour la durée de la guerre, puis se confirme ce titre à vie. Le nouveau régime peut s'appuyer sur les officiers liés à l'extrême-droite fasciste, sur les républicains hostiles au Front populaire et aux catholiques. Pour l'historien Guy HERMET, le franquisme « apparaît comme un national-catholicisme bien plus que comme un avatar ibérique du fascisme européen ».

-Appauvrissement, déclassement et crises politiques à l'origine de régimes autoritaires

- **L'Allemagne et l'Italie** sont des nations-État qui ont été fondés au XIXe siècle (1871 pour le Reich allemand, 1861 pour la monarchie italienne ; Rome devient la capitale en 1871). **Ces démocraties sont jeunes, fragiles et manquent de cohésion**. Pour achever l'unité, les dirigeants cherchent souvent à exalter les valeurs nationales, ce qui crée des dynamiques nationalistes et expansionnistes.

- En outre, **on trouve dans ces deux pays des traditions d'autorité sociale et politique** (le chancelier BISMARCK en Allemagne par exemple) qui ne permettent pas d'enraciner les principes libéraux et démocratiques.

- Enfin, il est intéressant de noter que **les dictateurs du XXe siècle appartiennent tous à une génération similaire**, celle de la seconde industrialisation, du passage déstabilisant d'une économie primaire à une économie secondaire, de la modernisation inégalement rapide des États, des progrès techniques (moyens de communication et de « conversion » importants comme la radio) : STALINE (né en 1879), MUSSOLINI (1883), HITLER (1889) ou encore MAO (1893).

- Selon l'historien George MOSSE, **la Première Guerre mondiale a en outre mené à la brutalisation des sociétés européennes et aurait été la « matrice des totalitarismes »**. Le règlement du conflit crée des frustrations (le traité de Versailles constituerait un « diktat » pour l'Allemagne qui perd l'Alsace et la Lorraine et doit verser de lourdes réparations ; l'Italie n'obtient pas les territoires espérés par leur changement d'alliance en 1915, comme Fiume ou Dalmatie, et ses dirigeants parlent d'une « victoire mutilée ») et verrait le transfert de la violence dans la vie politique, en lien avec les groupes nationalistes (à la différence de la France, on ne se désarme pas dans les casernes après la guerre) :

-squadristes, groupes paramilitaires composés entre autres d'anciens combattants (« chemises noires ») qui s'opposent spontanément aux mouvements de gauche ; ils obéissent aux Faisceaux italiens de combat fondés le 23 mars 1919 à Milan par Benito MUSSOLINI (entre autres) ;

-fondation du NSDAP en 1919 (Parti ouvrier allemand) qui possède des milices s'opposant aux socialistes (spartakistes) ; elles sont rassemblées dans la SA (*Sturmabteilung*) en août 1921 par HITLER.

- **La guerre mondiale a également provoqué des crises économiques**, avec toutes les conséquences (grèves, désordres) qu'elles impliquent. De ce fait, les populations sont plus perméables aux discours proposant des alternatives, des projets à forte mobilisation nationale.

- **Ce contexte troublé a des conséquences politiques**. L'Allemagne et l'Italie sont marqués par d'importantes divisions et/ou une instabilité gouvernementale qui profite aux formations « alternatives » :

-en Italie, 4 gouvernements libéraux se succèdent de 1919 à 1922 et aucun ne parvient à faire reculer la force fasciste émergente, préférant ne pas dissoudre le Parti national fasciste (PNF). La

gauche se divise avec la fondation du Parti communiste (PCI) en 1921 et les partis refusent de se coaliser contre MUSSOLINI (député depuis 1921) qui, de fait, va se présenter comme l'unique force politique réelle du pays. L'occupation de plusieurs villes (Trente par exemple) et les provocations des fascistes ne rencontrent pas d'obstacles. MUSSOLINI marche sur Rome avec ses chemises noires le 28 octobre 1922 ; 2 jours plus tard, le roi VICTOR-EMMANUEL III lui confie le gouvernement.

-en Allemagne, HITLER, chargé de surveiller le Parti ouvrier allemand va finalement y adhérer et le développer. Devenu populaire grâce à la médiatisation de son procès pour le putsch raté en novembre 1923, il s'entoure d'une milice faisant régner la terreur parmi les opposants socialistes. Surtout, il réussit des percées électorales. Ainsi, aux élections de 1932, le NSDAP devient le premier parti au Reichstag, profitant de la division de la gauche. HITLER obtient le ralliement des conservateurs (inquiets de la progression des communistes) puis est nommé chancelier le 30 janvier 1933.

-La démocratie a été un moyen pour ses fossoyeurs d'accéder au pouvoir

- C'est par des procédures légales, dans un cadre démocratique (plus ou moins exceptionnel) que fascistes et nazis accèdent au pouvoir. **Ils vont ensuite détricoter les rouages démocratiques**. En Allemagne, l'incendie du Reichstag (monté de toute pièce par les nazis), dans la nuit du 27 au 28 février 1933, est attribué à un « complot communiste » qui permet d'interdire le parti communiste (KPD) et de s'arroger des pouvoirs exceptionnels. En juillet 1933, tous les partis politiques sont interdits. Le SPD (socialistes) avait déjà été éliminé le 22 juin 1933 pour avoir refusé de voter les pleins pouvoirs à HITLER.

- En France, l'invasion de la France par l'Allemagne nazie provoque la démission du président du Conseil, Paul REYNAUD. Sous l'influence des militaires refusant de capituler, le président de la République Albert LEBRUN nomme **Philippe PETAIN** à la tête du gouvernement (16 juin 1940). Les Assemblées de la Républiques lui accordent les pleins pouvoirs le 10 juillet 1940 ; PETAIN a les mains libres pour mettre sur pied un Etat autoritaire.

- **Les démocraties sont également responsables de la montée des totalitarismes, du fait de leur passivité**. Le 30 septembre 1938 se tient sur les terres allemandes, la conférence de Munich durant laquelle la France et le Royaume-Uni accordent à l'Allemagne l'autorisation d'annexer les territoires tchécoslovaques peuplés d'Allemands au sud de l'Allemagne : les Sudètes. Quelques jours plus tôt, Neville CHAMBERLAIN (Premier ministre britannique), après avoir rencontré HITLER, expliquait avoir eu « l'impression d'être en présence d'un homme à qui l'on pouvait se fier dès lors qu'il avait donné sa parole » (19 septembre 1938).

C) Faire et défaire la démocratie à l'époque de la guerre froide et des décolonisations

-Un cas : crises et fin de la démocratie au Chili (1970-1973)

1. Le Chili, l'une des démocraties les plus anciennes d'Amérique latine

- Colonie espagnole (Santiago a été fondée le 12 février 1541), le Chili devient indépendant le 18 septembre 1810, profitant de la conquête de l'Espagne par NAPOLEON Ier (l'Espagne ne reconnaîtra l'indépendance qu'en 1844). **La stabilisation politique et sociale du pays se fit au moyen de la prise en main de l'Etat par l'armée malgré des soulèvements militaires**

fréquents et quelques phases d'anarchie. La « junte », conseil politique et administratif propre aux pays ibériques, se mua en gouvernements autoritaires successifs jusque 1861.

- Si la démocratie est pleinement instaurée par la Constitution libérale de 1925, **ses principes se sont progressivement imposés à partir de la seconde moitié du XIXe siècle** (mise en place d'une « République libérale ») : représentation proportionnelle en 1871 ; lois du « Registre civil » sur la laïcité dans les années 1880 ; suppression de la condition de propriétaire pour disposer du droit de vote en 1885 ; prise d'importance du Congrès (« parlementarisme ») à partir de 1892…

- **Les courants politiques** (libéraux modérés, libéraux radicaux, conservateurs) se structurent dès les années 1860 et la démocratisation s'avère limitée puisque **plusieurs forces de pression interviennent dans le jeu politique**. Ainsi, lorsque le président libéral José BALMACEDA (1886-1891) cherche à nationaliser les mines de salpêtre et à reprendre la main sur des secteurs économiques accaparés par des entreprises britanniques et européennes (banque, commerce, etc.), il est destitué par un vote du Parlement (aux mains de l'aristocratie) et sous la pression de l'armée – il se suicidera en 1891.

- **Au début du XXe siècle, le mouvement ouvrier se structure au Chili** ; il devient particulièrement dynamique et actif dans le cadre des crises économiques des années 1920 (entre 1929 et 1932, le PIB est réduit de moitié) :

-grèves et manifestations ouvrières souvent réprimées (grève générale à Santiago en 1905) ;

-fondation du Parti ouvrier socialiste en 1912 suivi de la Fédération ouvrière du Chili (syndicat) en 1913 ;

-fondation du Parti communiste du Chili en 1922.

- Ralenti dans son élan réformisme par les conservateurs, **le président Arturo ALESSANDRI PALMA (1868-1950) fait rédiger une nouvelle Constitution en 1925** dans laquelle le système présidentiel est établi (le président est élu au suffrage universel – les femmes peuvent voter à partir de 1949) ; la propriété est réglementée.

- Fils d'un descendant de l'aristocratie espagnole (Salvador ALLENDE, soit « sauveur » « vers l'avant »), fonctionnaire, avocat et notaire, et d'une femme d'origine belge (Laura GOSSENS), **Salvador ALLENDE GOSSENS (1908-1973) est un bourgeois influencé par les idées radicales de sa famille**. Il étudie la médecine et entre en politique au sein de mouvements étudiants (ce qui lui vaudra d'être mis plusieurs fois en détention). Devenu médecin, il travaille dans les bidonvilles, ce qui renforce ses convictions politiques de gauche – en 1933, il est cofondateur du Parti socialiste chilien auquel il ne cessera d'appartenir.

- **En 1938, c'est justement la gauche qui prend la tête du pays** : le candidat du Front populaire (mis en place en 1936, comme en France), le radical Pedro CERDA, devient président de la

République chilienne. ALLENDE devient ministre de la Santé (il proposera d'ailleurs une loi – rejetée – sur la stérilisation des malades mentaux) et axe son action sur la production et la distribution de médicaments ou l'offre de santé aux plus pauvres. CERDA mène une politique social-démocrate donnant la priorité à l'industrialisation : création de la Corporation de développement et de production, construction de centrales hydro-électriques, exploitation de gisements pétroliers, etc.

- Il était de coutume au Chili d'affirmer que, par définition et dans l'histoire, les forces armées étaient « professionnelles, respectueuses de la Constitution et de la loi ». Néanmoins, **l'influence de l'armée s'est à plusieurs fois fait sentir dans la vie politique chilienne** :

-tentatives d'intimidation : le président Arturo ALESSANDRI PALMA se réfugie à l'ambassade des Etats-Unis puis part en Italie en 1924 lorsque de jeunes officiers viennent au Congrès faire sonner leurs sabres pour le menacer d'un coup d'Etat ;

-putschs fréquents et juntes militaires : l'officier Carlos IBANEZ DEL CAMPO devient président plus ou moins par la force en 1927 et met en place des lois autoritaires (restrictions sur la presse) ; plusieurs putschs dans les années 1930 dans le contexte de crise économique ;

-officiers dans les gouvernements : on peut constater les participations successives en tant que ministres – surtout de la Défense et de l'Intérieur – de généraux d'active qui ont eu des responsabilités directes dans la répression des manifestations populaires et des grèves générales (1947, 1956, 1961).

- **Il faut également souligner la structure économique du Chili**. Comme de nombreux Etats d'Amérique latine, issus de la colonisation ibérique, le Chili est caractérisé sur le plan agricole par la dualité entre les grandes propriétés (*latifundia*) et les exploitations familiales (agriculture vivrière). Le pays possède aussi d'importantes matières premières qui vont être exploitées par les puissances étrangères. Durant la Seconde Guerre mondiale (guerre durant laquelle le Chili reste neutre), les Etats-Unis s'appuient sur leurs entreprises extractives positionnées depuis des décennies au Chili afin d'importer à un tarif imposé (et préférentiel) le salpêtre (essentiel pour la fabrication de poudre à canon) et le cuivre (pour la confection de munitions).

2. La démocratie triomphante par l'élection de Salvador ALLENDE ?

- **Après 1945, les forces communistes progressent au Chili**. Alors que débute la guerre froide, les ministres communistes de « l'Alliance démocratique » qui a porté Gabriel GONZALEZ VIDELA au pouvoir sont exclus. Dans un contexte socialement bouillonnant (nombreuses grèves), le Congrès approuve la loi de Défense de la Démocratie, appelée « loi Maudite » par ses opposants, qui interdit le Parti communiste et envoie ses militants en camp de détention.

- Devenu secrétaire général du Parti socialiste en 1943, **Salvador ALLENDE** tente par 3 fois d'être élu président de la République (1952 : 5,45 % des voix ; 1958 : 28,5 % [voir son « train de la victoire] ; 1964 : 38,6 %). **Sa victoire est rendue impossible par la peur du marxisme dans une partie de l'électorat (bourgeois) et par l'action des Etats-Unis**. En 1964, le nouveau président,

le leader de la Démocratie chrétienne Eduardo FREI MONTALVA, a reçu 3 millions de dollars de la CIA pour mener sa campagne.

- Qu'il s'agisse de Jorge ALESSANDRI (fils d'Arturo ALESSANDRI PALMA) en 1958 ou de Eduardo FREI MONTALVA en 1964, **le Chili s'engage sur des réformes économiques libérales visant à moderniser l'appareil productif en favorisant néanmoins l'intervention de l'Etat (considéré comme un stimulant dans une certaine logique keynésienne) :** réforme agraire pour redistribuer les terres de l'Etat en priorité (FREI cherchera à exproprier les tenants des grandes *hacienda*), mise en place d'entreprises publiques (dans les télécommunications, l'industrie minière, etc.), « chilienisation du cuivre » (nationalisation de plusieurs mines de cuivre). L'Etat soutient cette politique (75 % des investissements dans les années 1960 sont fait par l'Etat) au risque d'un déficit criant. Il cherche à stimuler l'investissement privé mais bénéficie aussi des fonds américains (dans le cadre de l'Alliance pour le progrès établie par KENNEDY pour assurer l'emprise américaine en Amérique latine).

- **Les élections présidentielles de 1970** se tiennent dans un contexte favorable à l'union des forces de gauche :

>le président sortant Eduardo FREI MONTALVA est discrédité car il souhaite, pour faire passer ses réformes, limiter le droit de grève et réduire les compétences du pouvoir législatif ;

>les grands propriétaires terriens contestent les expropriations du président ;

>le parti au pouvoir, Démocratie chrétienne, se fracture : l'aile gauche fait sécession et part fonder le Mouvement d'action populaire unitaire (MAPU) en 1969 ;

>les classes populaires ont été déçues du mandat de FREI.

- Au début de l'année 1970, la gauche et le centre-gauche s'unissent sous le nom de **Unité populaire (Unidad Popular)** portée par le parlementaire populaire Salvador ALLENDE avec 6 partis dont :

-l'ancien FRAP (*Frente de Acción Popular*) qui comprend des socialistes (représentés par ALLENDE) et des communistes (représentés par le poète Pablo NERUDA) ;

-le *Partido Radical* représenté par Alberto BALTRA ;

-le *Mouvement d'action populaire unitaire* (Movimiento de Acción Popular Unitaria, MAPU) représenté par Jacques CHONCHOL ;

-l'API (*Acción Popular Independiente*) représenté par Rafael TARUD.

« L'essentiel dans mon gouvernement, ce sont les fondations… ». Une du journal *Cambalache*, n°96, décembre 1970.

R. Devémy

- Considérant que le candidat de la Démocratie chrétienne, Radomiro TOMIC, ne parviendra pas à remporter l'élection au moins à cause du bilan de son prédécesseur, la droite part rechercher le libéral Jorge ALESSANDRI pour la représenter. **Aux élections du 4 septembre 1970, ALLENDE obtient 36,3 % des voix**, tandis qu'ALESSANDRI arrive à 34,9 % et TOMIC à 27,8 %. Comme aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, c'est au Congrès que les tractations vont se mener pour savoir qui obtiendra la présidence. Finalement, le candidat Démocratie chrétienne Radomiro TOMIC apporte son soutien à ALLENDE pour lui permettre d'avoir une majorité en sa faveur au Congrès ; ALLENDE s'engage en échange à respecter la Constitution chilienne (pour éviter la mise en place d'un Etat communiste).

- Porté au pouvoir par un fort engouement populaire et une stratégie d'alliance politique (en 1969, il avait déclaré au *Monde diplomatique* qu'il ne pouvait « mathématiquement » pas perdre les élections), mais aussi sans passer par des relais médiatiques traditionnels (la télévision et les grands organes de presse étaient alors aux mains de ses opposants – il s'est donc appuyé sur des « comités populaires » constitués dans les usines, les universités, les hôpitaux, etc), **Salvador ALLENDE a su déjouer les tentatives d'ingérence américaines**. Après les résultats du 4 septembre, Richard NIXON demande à la CIA d'empêcher à tout prix la proclamation d'ALLENDE à la présidence ; deux éventualités sont prévues mais échoueront :

-*Track One :* convaincre le parti Démocratie chrétienne de soutenir Jorge ALESSANDRI ;

-*Track Two :* pousser l'armée à intervenir pour qu'elle empêche le Congrès de désigner ALLENDE.

3. La démocratie fragilisée puis renversée

- Héritier d'une famille ayant fréquenté les arcanes du Parti radical, à la tête d'un gouvernement très large, Salvador ALLENDE souhaite instaurer le socialisme par la réforme et non la révolution, en respectant les règles démocratiques (il évoque la « voie chilienne vers le socialisme » dans son premier message au Congrès en mai 1971). Une partie de ses premières réformes (il entre en fonction le 3 novembre 1970) reprend les axes de ses prédécesseurs et est donc acceptée par la classe politique : le 15 juillet 1971, le projet de nationalisation du cuivre est approuvé à l'unanimité par les deux chambres. **Ce choix réformiste plutôt que révolutionnaire conduira à la division de la gauche** (nombreuses critiques au sein de l'Unité populaire, comme le chef du Parti socialiste, Carlos ALTAMIRANO)**, à la déception de certains militants ou soutiens, voire à leur radicalisation**.

Réformes économiques	Réformes sociales	Réformes éducatives
-Nationalisation de toutes les entreprises de cuivre -Expropriation et contrôle de 300 entreprises en situation de monopole (sidérurgie, banque…) -Réforme agraire avec confiscation de certaines terres -Hausse des salaires -Gel des prix	-Programme de santé publique -Ouverture de dispensaires -Programme de logement en faveur des personnes défavorisées -Droit au divorce -Programme de lait gratuit pour les bébés	-Programme d'éducation en faveur des classes populaires -Ouverture d'écoles primaires dans les quartiers défavorisés -Distribution de fournitures scolaires

- **Les mesures prises par ALLENDE entraîne l'hostilité d'une partie des privilégiés de la société chilienne** qui va parfois décider d'émigrer (fuite de capitaux et de certaines élites) ou de se rebeller. C'est le cas des *cacerolazos*, manifestations organisées pour critiquer les mesures économiques : on tape alors sur des casseroles comme pour signifier qu'il n'y a plus rien à manger (l'une des premières manifestations de ce type est organisée le 1er décembre 1971). Le parti Démocratie chrétienne va retirer son soutien à ALLENDE dès la fin 1971. Le nouveau gouvernement va exproprier et redistribuer en 6 mois presque autant de domaines que le précédent gouvernement en 6 ans. De 1970 à 1973, 6 millions d'hectares sont attribués à quelque 100 000 familles paysannes qui accèdent ainsi à la propriété, tandis que l'État prend le contrôle de grands domaines désormais gérés sur le mode coopératif. Plusieurs propriétaires vont tenter de résister ou se suicider.

- Si les premiers résultats économiques sont encourageants (relance de la consommation grâce aux hausses de salaires, des primes et des prestations sociales, croissance du PNB de 8 %, faible inflation, 3 % de chômage en 1972), **les premiers symptômes de ralentissement apparaissent rapidement** : explosion de l'inflation et de la dette extérieure (poids des interventions de l'Etat). Il faut dire que le gouvernement précédent avait laissé une situation financière catastrophique : dette extérieure supérieure à 2 milliards de dollars, déficit budgétaire de 150 millions de dollars. En outre, la conjoncture internationale défavorable conduit à la baisse du cours du cuivre sur les marchés internationaux, privant le Chili de revenus importants.

- Enfin, **le programme d'ALLENDE est mis à mal par les Etats-Unis**. Le 13 août 1971, les Américains imposent des sanctions financières au Chili, critiquant les nationalisations perçues comme des expropriations (ALLENDE refuse finalement d'indemniser les entreprises étrangères expropriées en vertu des énormes bénéfices qu'elles ont réalisés). Les aides de la Banque mondiale sont gelées, les investissements américains sont ralentis, la CIA finance des journaux d'opposition comme *El Mercurio*. Le 21 mars 1972, le *Washington Post* révèle que la CIA a cherché à mettre sur pied un coup d'Etat au Chili.

- **ALLENDE commet quelques maladresses** (liens étroits avec Cuba, ennemi des Etats-Unis ; projet d'Ecole nationale unifiée qui crée la colère des étudiants…) **et perd pied dès 1972** :

-<u>les patrons</u> hostiles aux nationalisations provoquent des grèves qui portent préjudice à l'économie (grève des transporteurs routiers en octobre 1972, puis en août 1973) ;

-<u>les ouvriers</u> dénoncent l'inflation par des manifestations dès août 1972 et mènent des actions pour pousser l'Etat à accélérer la socialisation de l'économie (grève des mineurs d'El Teniente en avril 1973, réclamant les augmentations de salaire promises) ;

-<u>les activistes de gauche les plus radicaux</u> s'autonomisent : occupation d'usines, expropriations de terres hors du cadre de la loi, mise en place de cordons industriels et des commandos communaux (structures de mobilisation des travailleurs, notamment dans les faubourgs des principales villes).

- Dans ce contexte troublé marqué par les problèmes économiques (cours historiquement bas du cuivre, 320 % d'inflation en juillet-août 1973, déficit de 115 % des recettes de l'Etat), **Salvador ALLENDE décide de faire entrer au gouvernement à la fois des syndicalistes et des militaires (novembre 1972)**. Après une tentative de coup d'Etat le 28 juin 1973, ALLENDE ouvre le gouvernement aux hauts gradés pour s'assurer de leur soutien. Ces choix l'isolent d'une partie de sa base et de plusieurs groupes de l'Unité populaire (qui a remporté les élections législatives de mars 1973.

- **Le 11 septembre 1973**, un coup d'Etat préparé depuis un mois par des officiers chiliens soutenus par la CIA renverse le gouvernement d'ALLENDE. La Marine se soulève dans le port de Valparaíso, l'armée de l'air bombarde le palais présidentiel de la Moneda vers 9 heures ; ALLENDE s'adresse une dernière fois aux Chiliens à la radio où il remercie ses partisans et annonce son intention de se battre jusqu'à la mort – il se suicidera avec un AK-47 que lui avait offert Fidel CASTRO.

Salvador ALLENDE sous les bombardements du palais de la Moneda, 11 septembre 1973

- En l'espace de quelques jours, **une junte militaire dirigée par le général Augusto PINOCHET** (récemment nommé commandant en chef de l'armée et réputé pour son loyalisme et son apolitisme) renie le gouvernement en place, proclame la dissolution du Parlement, instaure l'état de siège et l'état d'urgence assortis d'un couvre-feu, suspend les libertés syndicales et la plupart des organes de presse. Des milliers de personnes sont arrêtées et regroupées dans l'enceinte du stade national de Santiago (le chanteur et guitariste Victor JARA est assassiné après avoir eu les mains coupées à la hache).

-Les démocraties sous pression durant la guerre froide

- Après la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale, la démocratie va s'imposer comme un modèle incarnant le progrès, à l'opposé de l'autoritarisme immédiatement assimilé aux totalitarismes et à leur dynamique oppressive et destructrice (*reductio ad hitlerum*). Dès lors,

dans plusieurs Etats ayant fait l'expérience d'un régime anti-démocratique (Allemagne, Italie, Autriche, etc.), la démocratie va s'enraciner et ce, malgré la persistance d'éléments traditionnellement déstabilisateurs pour ce régime (problèmes économiques, inexpérience démocratique, etc.).

- En fait, aux facteurs endogènes mettant traditionnellement à mal les démocraties va s'ajouter **la pression de la guerre froide**, période marquée par une bipolarisation du monde au cours de laquelle les Etats-Unis et l'URSS s'affrontent indirectement pour accroître leur domination et leur emprise idéologiques et géostratégiques.

- **Les Etats-Unis** élargissent durant la guerre froide leur représentation du monde et leurs doctrines diplomatiques. La doctrine Monroe (qui s'appuie sur les déclarations formulées par le président James MONROE en 1823) évolue ainsi : le pré-carré des Etats-Unis (c'est-à-dire l'espace dans lequel leurs intérêts et leur sécurité doivent être assurés) ne se limite plus au continent américain mais touche d'autres territoires, motivant l'interventionnisme et l'ingérence à l'étranger, au détriment du processus démocratique :

-dès 1945, les Etats-Unis empêchent toute arrivée au pouvoir (par voie démocratique ou non) des socialistes ou des communistes en Amérique, préférant soutenir des dictateurs d'extrême-droite (que le président TRUMAN considère comme les « bâtards » des Etats-Unis) :

.*au Guatemala* (Amérique centrale), la dictature est renversée en 1944 et les deux premiers présidents démocratiquement élus (Juan José AREVALO et Jacobo ARBENZ GUZMAN) prennent des mesures sociales ; en juin 1954, la mise en place d'une taxe sur les exportations et une réforme agraire menaçant des entreprises agroalimentaires américaines (dont la United Fruit Company dont les frère Dulles – Allen DULLES, cadre de la CIA, et John Foster DULLES, dirigeant du Département d'Etat – sont actionnaires) entraîne l'intervention américaine et l'installation d'une junte militaire avec des milliers d'assassinats d'opposants.

.*en République dominicaine* (Caraïbes), la première élection libre est organisée en 1963, mettant fin à la dictature soutenue par les Etats-Unis. Le président élu, Juan BOSCH, est issu du Parti révolutionnaire dominicain et réforme le pays en proclamant de nombreuses libertés et en posant le principe d'une redistribution des terres. Sept mois plus tard, il est renversé par un coup d'Etat militaire soutenu par les Etats-Unis.

.dans les années 1980, sous Ronald REAGAN, les Etats-Unis accroissent la pression sur les petits Etats d'Amérique centrale : Panama, Salvador, Nicaragua. Au Nicaragua, au terme d'une guerre civile qui met fin à la dynastie des Somoza, soutenue par les Etats-Unis, la démocratie est mise en place progressivement à partir de 1979 et, en 1984, c'est le révolutionnaire de gauche, Daniel ORTEGA, qui remporte les élections. Les Etats-Unis imposent alors un embargo au pays, minent ses ports et arment les Contras, opposants au régime alors en place.

-si en Allemagne, les Etats-Unis soutiennent l'organisation d'élections libres après-guerre (ce que STALINE refuse), ils refusent que tous les Vietnamiens aillent voter après les accords de Genève de 1954 (mettant fin à la guerre d'Indochine), estimant que les forces communistes remporteraient le scrutin.

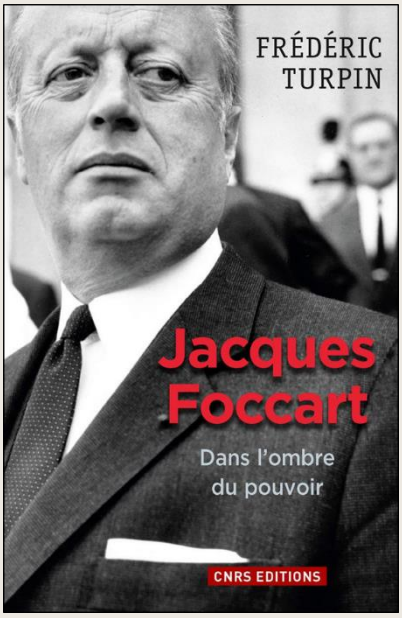
-en 1960, les Etats-Unis sont aussi en cause dans le renversement du Premier ministre congolais Patrice LUMUMBA. Dans cette colonie belge nouvellement indépendante, les provinces minières (Sud-Kasaï et Katanga, qui renferme de l'uranium) font sécession et le Premier ministre socialiste, Patrice LUMUMBA, demande l'aide de l'URSS, faute d'obtenir celle de l'ONU. Les Etats-Unis soutiennent alors la reprise en main du pays par un officier, MOBUTU, qui fait assassiner LUMUMBA en l'envoyant au Katanga.

- **L'URSS également** a ébranlé les démocraties anciennes ou récentes au cours de la guerre froide. C'est elle qui, contrairement aux accords de Yalta et Potsdam (1945), empêche la tenue d'élections libres en Europe, en particulier dans la fragile démocratie polonaise.

-Contrer la démocratie pour satisfaire ses intérêts géopolitiques

- D'autres Etats ont pu déstabiliser des régimes en place pour **assurer le maintien de leurs intérêts**, aussi bien économiques (accès aux ressources ou aux marchés publics pour les entreprises nationales) que géostratégiques (appuis diplomatiques dans la région, bases militaires, etc.). C'est ainsi que la démocratie balbutiante de nombreux pays, issus de la décolonisation pour la plupart, va connaître nombre d'interférences.

- En 1998, le journaliste François-Xavier VERSCHAVE reprend une vieille expression du président ivoirien Félix HOUPHOUËT-BOIGNY (1955) dans son ouvrage *La Françafrique, le plus long scandale de la République*. Il y décrit un système caractérisé par des pratiques de soutien aux dictatures, de coups d'États et d'assassinats politiques mais aussi de détournements de fonds et de financement illégal de partis politiques (d'où l'homophonie plusieurs fois soulignée par VERSCHAVE : France-Afrique, France-à-fric). Il souligne ainsi le rôle joué par la cellule africaine de l'Elysée (structure supprimée par Valéry GISCARD D'ESTAING en 1974) et les multiples conseillers français en Afrique (« attachés techniques »). Il s'attarde surtout sur la personnalité de **Jacques FOCCART** (1913-1997), ancien résistant aux méthodes sulfureuses, protégé par DE GAULLE (il deviendra la « mentor africain » de Jacques CHIRAC) et prétendument responsables de plusieurs affaires douteuses :



-au Gabon, le candidat soutenu par la France, Léon MBA, est élu président en 1960. Au terme de son mandat, il tente de frauder les élections pour se maintenir au pouvoir mais il est renversé par l'armée gabonaise qui confie le pouvoir à son opposant (1964). Le 19 août 1964, l'armée française intervient alors pour remettre MBA au pouvoir. FOCCART force même Léon MBA (atteint d'un cancer et mourant), à choisir Omar BONGO (1935-2009) comme vice-président pour qu'il puisse lui succéder. BONGO met en place une dictature (parti unique) dès 1968 ; en janvier, il est reçu à l'Elysée et en échange du soutien de la France (qui peut intervenir pour le destituer), BONGO consent suivre la politique étrangère française et à mettre à disposition de la France une partie des richesses du Gabon (en particulier son pétrole et son uranium).

-au Cameroun, la Constitution du pays est calquée sur la France et chaque ministre camerounais est assisté par un conseiller français. Des accords de coopération sont imposés au pays et

les opposants au régime sont menacés par la France. Ainsi, le 3 novembre 1960, l'opposant camerounais Félix MOUMIE est empoisonné au thallium dans un restaurant de Genève par William BECHTEL, un agent du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) – l'ancêtre de la DGSE – qui s'est fait passer pour un journaliste.

-la Guinée est la seule colonie française à avoir opté pour l'indépendance totale lors du référendum sur la Communauté française lancé par DE GAULLE (1958). Son dirigeant, Ahmed Sekou TOURE, rompt les relations avec la France malgré les pressions de Paris (il dira « préférer la liberté dans la pauvreté que la richesse dans la servitude »). FOCCART appuiera inlassablement ses opposants politiques.

-au Maroc, l'indépendance est acquise en 1956 mais le roi MOHAMMED V (que la France avait exilé à Madagascar au début des années 1950) doit diriger avec un gouvernement dans lequel plusieurs ministres soutiennent les revendications de Mehdi BEN BARKA, président de l'Assemblée consultative. Leader de l'Union nationale des forces populaires (UNFP), celui-ci défend la planification et des réformes agraires, mais aussi le départ des troupes françaises. En 1961, le nouveau roi, HASSAN II, se rapproche de la France et s'oppose à l'UNFP. BEN BARKA échappe à un attentat au Maroc en novembre 1962. En exil, il devient un promoteur du tiers-mondisme. Le 29 octobre 1965, alors qu'il se rend à une rencontre dans une brasserie parisienne, il est enlevé (probablement par les services secrets français) et son corps ne sera jamais retrouvé.

II] La difficile transition démocratique : un essai de typologie

A) La transition progressive

-La fin de la dictature de SALAZAR au Portugal

1. Le contexte et les causes

- **Le Portugal de SALAZAR ne veut pas lâcher son empire colonial**. En 1961, la perte des comptoirs indiens de Goa, Daman et Diu (annexés par l'Inde) a raidi les positions du dictateur qui tentera de mater les insurrections en Angola (depuis 1961), en Guinée (depuis 1963) et au Mozambique (depuis 1964). En 1973, 140 000 soldats sont mobilisés sur ces 3 fronts (le service militaire est passé de 2 à 4 ans et de nombreux jeunes Portugais tentent de s'y soustraire) et les guerres outre-mer absorbent 25 % des dépenses de l'Etat.

- **L'économie du pays est fragile et suscite l'émigration**. Ainsi, 100 000 Portugais quittent leur pays chaque année depuis le début des années 1970, soit autant de têtes pensantes et de main d'œuvre sur lesquels l'économie nationale aurait pu s'appuyer.

- **La dictature arrive à bout de souffle.** Victime d'un accident vasculaire cérébral (AVC) en septembre 1968, SALAZAR décède en juillet 1970 (après 42 ans au pouvoir). Avant sa mort, c'est un professeur de droit, Marcello CAETANO qui le remplace et devient président du Conseil (le président étant alors l'amiral Americo TOMAS). Incarnant la continuité du régime, CAETANO entreprend de timides réformes en 1969 et concède l'organisation d'élections législatives (dont les résultats montrent l'aspiration libérale de la population). Mais il est confronté aux Ultras du régime (regroupés autour du président TOMAS) et à la population (contestations étudiantes), fatiguée par le carcan dictatorial (à l'image des *bufos*, les indics de la police politique, la Pide).

2. La chute du régime

- A partir de l'automne 1973, **de jeunes officiers ayant combattu outre-mer**, dépités par l'impasse des guerres coloniales et contestant la chute de leur pouvoir d'achat, décident de s'organiser pour mettre fin à l'entêtement du régime. En février 1974, le « général au monocle » Antonio DE SPINOLA, ancien commandant en chef en Guinée, appelle à l'autonomie des colonies portugaises dans une fédération (*Le Portugal et son avenir*) ; il sera destitué.

- L'un des protégés de SPINOLA, le major de 37 ans Otelo SARAIVA DE CARVALHO, décide après l'échec de plusieurs mutineries d'**organiser un coup d'Etat pacifique en concentrant l'action sur Lisbonne :** occupation de la radio, de la télévision, du Quartier général, de l'aéroport, des ministères, etc.

- **Le déclenchement du coup d'Etat se fait en musique :** le 24 avril, à 22h55, est diffusée la chanson de Paulo DE CARVALHO, « E Depois de Adeus » (« Et après l'adieu »), sur Radio Clube

Português. Puis, quelques minutes plus tard, le 25 avril à 00h20, « Grandola, Vila Morena » sur Radio Renascença, chanson de l'opposant José « Zeco » AFONSO.

- **L'insurrection est menée par le « Mouvement des forces armées » (MFA), composé de 150 officiers et 2 000 soldats** qui peuvent toutefois compter sur de nombreux contingents outre-mer. Dès 4 heures du matin, les premiers objectifs sont atteints. A 4h26, le MFA demande à la population, par un communiqué à la radio, de rester chez elle. Les forces de police sont invitées à ne pas intervenir. Il y aura bien peu d'oppositions (on dénombrera une dizaine de morts du fait d'affrontements avec la police politique).

- A 6 heures, **le président du Conseil, Marcelo CAETANO, négocie** sa reddition et remet sa démission au général SPINOLA, « pour que le pouvoir ne tombe pas dans la rue » - il sera exfiltré vers le Brésil.

- En ce jeudi printanier du 25 avril, **les œillets rouges** vont devenir le symbole de l'insurrection : incrédule et surprise, sinon méfiante, la foule va fraterniser avec les soldats. A 20h05, dans un communiqué radiodiffusé, le MFA annonce la chute du régime. L'éditorialiste du *Times*, Bernard LEVIN, commentera ainsi la chute de la dictature : « le régime salazariste disparaissait, comme s'il n'avait jamais existé ».

3. La démocratisation

- **Dès l'annonce de la chute du régime, le MFA déclare vouloir remettre, dès que possible, le pouvoir aux civils**. En attendant, c'est une « junte de salut national », présidée par SPINOLA, qui assure la transition avec l'ambition de décoloniser, démocratiser et développer (les 3 D). Une Assemblée nationale constituante et un président de la République devront être élus.

- Au matin du 26 avril, **la censure est abolie, la police politique est supprimée**.

- **Le 1er mai 1974**, 500 000 personnes en liesse se rassemblent à Lisbonne pour fêter le rétablissement de la démocratie, la libération et le retour d'exil des opposants politiques comme le socialiste Mario SOARES (qui s'exile en France) et le communiste Alvaro CUNHAL (accueilli à Moscou et Prague).

- **Le passage à la démocratie va s'avérer long (18 mois) et complexe (on a parlé de Processus révolutionnaire en cours – PREC)**. Les militaires et les hommes politiques cohabitent difficilement. Si le général SPINOLA est nommé président de la République le 15 mai 1974, il supporte mal son Premier ministre, Vasco GONCALVES, soutenu par le Parti communiste portugais qui souhaite faire du Portugal une autre « démocratie populaire ». SPINOLA décide de démissionner.

- SPINOLA tente de revenir dans le jeu par un putsch contre-révolutionnaire et conservateur le 11 mars 1975. Cette tentative de coup d'Etat échoue car la population se mobilise – SPINOLA fuit en Espagne puis au Brésil. **Cet événement permet de conforter la démocratie et convainc le MFA d'accélérer la démocratisation**.

- Les élections à l'Assemblée constituante sont avancées au 25 avril 1975. Elles mobilisent la population (90 % de participation) et **le Parti socialiste l'emporte (près de 38 % des voix)** :

Partis politiques	25 avril 1975	25 avril 1976
Parti socialiste portugais	37,87 %	36,62 %
Parti populaire démocratique (centre-droit)	26,39 %	25,56 %
Centre démocratique et social (démocratie chrétienne)	7,61 %	16,77 %
Parti communiste portugais	12,46 %	15,19 %
Union démocratique populaire (marxiste-léniniste)	0,85 %	1,76 %

- **Les lendemains de l'élection sont confus et la menace d'un coup d'Etat se fait sentir.** Celui-ci pourrait aussi bien venir de l'extrême-gauche (le COPCON d'Otelo DE CARVALHO par exemple) ou des forces conservatrices (une réaction contre-révolutionnaire alimentée par l'Eglise catholique touche le nord du pays). Le 25 novembre 1975, l'extrême-gauche orchestre une ultime tentative confuse de coup d'Etat militaire.

- Finalement, la promulgation de la Constitution (2 avril 1976), les élections législatives du 25 avril 1976 (remportées par le Parti socialiste) et l'élection en juin 1976 du général modéré EANES à la présidence de la République consacrent **l'effacement des militaires et l'instauration d'une démocratie parlementaire européenne**. En juillet, Mario SOARES devient Premier ministre.

-Le roi JUAN CARLOS assure la transition démocratique en Espagne

1. Un régime qui se libéralise

- **A partir de 1958-1960, le régime franquiste (à l'ONU depuis 1955) adopte une orientation économique libérale** qui permet au pays de connaître la croissance économique et d'entrer dans l'ère de la consommation (la Seat 600, fruit de l'entreprise automobile fondée par l'Etat en 1950, devient la première voiture de nombreuses familles espagnoles). Une classe moyenne, de plus en plus urbaine, émerge et nourrit des aspirations démocratiques.

- **L'Etat mène une politique interventionniste plus active** en menant des politiques d'aménagement pour les routes ou l'agriculture. A partir de 1962, FRANCO amorce une politique touristique ambitieuse (création d'un ministère dédié au secteur).

- **Les années 1970 voient une opposition clandestine de plus en plus fournie prendre forme contre le régime**. En septembre 1970, Eusebio ELOSEGI, un nationaliste basque, s'immole devant FRANCO pour lui « rappeler les flammes de Guernica ».

2. L'énigme JUAN CARLOS

- **Le régime franquiste apparaît idéologiquement et institutionnellement hybride**. Il a des caractéristiques fascistes avec la concentration du pouvoir entre les mains du *caudillo* (FRANCO) et le système de parti unique. Il est aussi une dictature militaire avec une surreprésentation des officiers dans les instances gouvernementales et administratives. Il est enfin un royaume sans roi. En effet, la loi de succession de 1947 établit que *« l'Espagne comme unité politique est un Etat catholique, social et représentatif qui, en accord avec sa tradition, se déclare constitué en Royaume. […] La direction de l'Etat revient au caudillo de l'Espagne et de la Croisade, généralissime des Armées, Francisco FRANCO BAHAMONDE. »*

- L'Espagne franquiste est donc un Royaume sans roi et sans dynastie. Pourtant, **en 1973, FRANCO désigne pour la première fois un chef de gouvernement, son fidèle amiral Carrero BLANCO, qui devient alors son probable successeur**. Or, celui-ci est assassiné le 20 décembre de la même année (à son retour de la messe, sa voiture ayant été dynamitée) par le groupe terroriste basque ETA.

- **Cependant, FRANCO désigne devant les Cortès (Parlement) un autre successeur en 1969 en la personne de JUAN CARLOS de Bourbon** (petit-fils d'ALPHONSE XIII qui fut roi d'Espagne de 1886 à 1931). La famille Bourbon avait été chassée par les Républicains en 1931 (JUAN CARLOS est ainsi né en exil, à Rome, en 1938) et JUAN, père de JUAN CARLOS, s'était attiré l'hostilité de FRANCO en publiant en 1945 un manifeste appelant à la mise en place d'une monarchie constitutionnelle en Espagne. FRANCO va néanmoins faire revenir JUAN CARLOS à Madrid en 1948 (il a alors 10 ans) pour faire son éducation et l'imprégner de la « culture » franquiste.

- Le 20 novembre 1975, FRANCO décède à l'âge de 82 ans (il est atteint par la maladie de Parkinson dont le traitement l'affaiblit) – PINOCHET est l'un des trois chefs d'Etat qui assisteront à ses funérailles. Deux jours plus tard, **le 22 novembre 1975, JUAN CARLOS prête serment devant les Cortès** – il sera intronisé lors d'une messe le 27 novembre. Il a 37 ans et l'opinion publique le considère comme une simple marionnette des généraux au pouvoir. Les chefs d'Etat étrangers sont méfiants et ils sont peu nombreux (Valéry GISCARD D'ESTAING est tout de même présent) à assister à la cérémonie d'intronisation…

3. Les modalités de la transition démocratique

- Alors qu'il avait été programmé pour assurer la continuité avec la période franquiste, **JUAN CARLOS entreprend très vite les réformes pour rétablir la démocratie en Espagne**. Très vite, les partis politiques sont autorisés en échange de leur loyauté au Roi (le parti communiste ne sera légalisé qu'au printemps 1977), la censure est abolie.

- **JUAN CARLOS nomme Adolfo SUAREZ**, ancien directeur général de la télévision d'Etat (en charge de la propagande) et issu du parti unique (le Mouvement national) **au poste de président du gouvernement**. Bien qu'impopulaire, celui-ci est chargé de démanteler le système franquiste et d'élaborer une constitution. Il élabore une « loi pour la réforme politique » qui fixe 2 principes : établir un Etat de droit basé sur la souveraineté nationale ; transformer les Cortès en un Parlement bicaméral élu au suffrage universel. Cette loi est approuvée par les Cortès (y compris les parlementaires franquistes) et par la population (94 % de « oui » au référendum).

- **Les premières élections démocratiques ont lieu en 1977** (15 juin) et la constitution est adoptée par référendum le 6 décembre 1978.

Partis	1977	1979	1982
UCD (centre) Leader : Adolfo SUAREZ	34,44 %	34,84 %	6,77 %
PSOE (socialiste) Leader : Felipe GONZALEZ	29,32 %	30,40 %	48,11 %
PCE (communiste) Leader : Santiago CARRILLO	9,33 %	10,77 %	4,02 %
AP (droite) Leader : Manuel FRAGA	8,21 %	5,89 %	26,36 %
PNV (parti nationaliste basque)	1,62 %	1,65 %	1,88 %

- **Le 23 février 1981, la démocratie récente est mise à l'épreuve par une tentative de putsch menée par le colonel Antonio TEJERO (coup d'Etat dit 23-F)**. Adolfo SUAREZ refuse de se coucher face aux assaillants. Des coups de feu sont tirés dans la Chambre parlementaire lors d'une session retransmise en direct. Le roi JUAN CARLOS rétablit l'ordre en prenant la parole à la télévision à 1h30 du matin. Vêtu de son uniforme de capitaine général des armées, il ordonne aux officiers putschistes de la Garde civile qui occupaient alors le Parlement de rentrer dans leurs casernes. TEJERO sera condamné à 30 ans de prison.

- **Le parti socialiste**, pourtant initialement hostile au rétablissement de la monarchie (les leaders de la formation souhaitaient un retour à la République), **devient la force politique principale du pays**.

-La « glasnost » et la « démocratisation » de GORBATCHEV

- Issu d'une famille paysanne ralliée au communisme, Mikhaïl GORBATCHEV (né en 1931 dans le Caucase du Nord) est un pur produit du système soviétique (*nomenklatura*) qui a gravi les échelons du parti, du Komsomol (Jeunesses communistes) au PCUS (dont il devient membre en 1952). Véritable *apparatchik*, sa carrière coïncide avec les phases de dégel du régime (ère KHROUCHTCHEV) et se nourrit des réflexions socialistes de son temps (y compris de sa femme,

philosophe). **Prenant la tête de l'URSS en 1985, il cherche à faire évoluer le système de façon parcimonieuse, sans en ébranler les fondements (*perestroïka*).**

- Pressé par les conservateurs du régime, GORBATCHEV initie une « révolution par le haut » en donnant des libertés aux Soviétiques, pour disposer d'une base renouvelée afin de moderniser le pays. C'est la ***glasnost*** (« publicité », « transparence »), terme diffusé en 1986 qui reprend le nom d'une manifestation pro-libertés réprimée à Moscou en décembre 1965. Elle se traduit par la libération de prisonniers politiques et l'octroi de la liberté d'expression et d'association (encadrées néanmoins) aux « citoyens ».

- En janvier 1987, GORBATCHEV utilise **le slogan de « Demokratizatsiya » (démocratisation)** pour nommer les réformes démocratiques qu'il envisage afin de régénérer le parti (pour que ses membres acceptent de soutenir ses propositions réformatrices). Il impose ainsi, dans les élections locales, l'obligation du parti de proposer plusieurs candidats (il ne s'agit donc pas de multipartisme).

- **En mars 1989, les Soviétiques peuvent se prononcer entre plusieurs candidats communistes pour les élections du Congrès des députés du peuple**. Si de nombreux *apparatchiks* perdirent leur siège, le nombre de députés réformistes élus fut réduit. Il faut néanmoins attendre 1990 pour que le multipartisme soit autorisé.

- Dans l'ensemble, **ces réformes ont eu un effet dévastateur sur la stabilité de l'URSS**. Ainsi, la *glasnost* a ouvert la voie aux indépendances des années 1989-1991 dans tout le pays (manifestations importantes dans les pays baltes par exemple, dès 1988).

- La plus grande des Républiques de l'URSS, la Russie, obtient également son indépendance. Le 12 juin 1991, **Boris ELTSINE** (ancien cadre du régime) **devient président de la République soviétique de Russie au terme d'élections libres (il obtient 57 % des voix)**, contre le candidat officiel de GORBATCHEV. Dans les jours qui suivent l'élection, la Russie proclame son indépendance (l'URSS ne sera disloquée qu'en décembre 1991).

- **La Russie se démocratise alors dans un cadre compliqué** (passage rapide à l'économie de marché). Si des élections sont organisées (démontrant la montée du courant nationaliste), l'Etat s'affaiblit (pression des oligarques).

B) Le passage rapide de l'autoritarisme à la démocratie

-La chute des colonels en Grèce

- Le **21 avril 1967**, alors que la Grèce traverse une grave crise gouvernementale et que des élections cruciales devaient être organisées, plusieurs officiers prennent le pouvoir en

investissant des points stratégiques du pays (palais royal, Parlement, radios, etc.). Un gouvernement, composé de militaires, est constitué et justifie le putsch par la lutte contre la « menace communiste » (les divisions idéologiques sont fortes dans le pays depuis 1945). Les principaux responsables politiques du pays sont immédiatement arrêtés, ainsi que les membres de l'opposition. Le roi CONSTANTIN II essaie de reprendre la main pour rétablir les libertés en décembre 1967 mais sa tentative échoue, le poussant à l'exil.

- **Les opposants à cette « dictature des colonels » s'organisent à l'étranger ou de façon clandestine**. En février 1973, les élèves de la faculté de droit commencent à se rebeller contre la junte au pouvoir. Ils occupent l'université et manifestent aux cris de « À bas la junte, pour le pain, l'enseignement et pour la liberté ». Malgré la promesse d'élections, les manifestations et émeutes (durement réprimées) se poursuivent (le 17 novembre 1973, un char entre dans l'école Polytechnique).

- Alors qu'un nouveau coup d'Etat chasse le colonel PAPADOPOULOS du pouvoir et que la répression se durcit (pratique de la *falanga* qui consiste à frapper violemment la plante des pieds), **le régime s'affaiblit dans la crise de Chypre** (conflit avec la Turquie pour l'occupation de l'île).

- En juillet 1974, Konstantínos KARAMANLIS est nommé Premier ministre d'un gouvernement d'union nationale et lance un processus de sortie de la dictature. **Des élections sont organisées en novembre 1974** : elles consacrent la victoire de KARAMANLIS (et de son nouveau parti « Nouvelle Démocratie »). Un mois plus tard, un référendum approuve la République. En 1975, les anciens dictateurs sont arrêtés pour être jugés.

-La fin des dictatures en Amérique latine et en Asie du Sud-Est

- **Les dictatures latino-américaines vont tomber sous l'effet de trois forces :**

-les derniers temps de la guerre froide fragilisent les liens entre les dictateurs et les Etats-Unis ;

-les dictatures militaires connaissent des échecs économiques importants (fort endettement) : elles ne représentent donc plus un espoir d'amélioration économique ;

-les populations ne supportent plus l'appareil répressif des dictatures et descendent dans la rue.

- La démocratie est rétablie en Argentine en 1983, au Brésil en 1985. Au **Chili**, le régime de PINOCHET est confronté à de grandes manifestations de rue (*protestas* : celle du 18 novembre 1983 rassemble 500 000 personnes à Santiago) qui pousse le dictateur à organiser un référendum. Le 5 octobre 1988, 56 % des Chiliens rejettent la prolongation du pouvoir de PINOCHET jusqu'en 1997. Cela débouche sur une transition démocratique avec l'élection d'un Congrès et d'un nouveau président de la république qui entra en fonction le 11 mars 1990. En Uruguay aussi, les larges manifestations de 1983-84 permettent le retour de la démocratie.

-Des démocraties populaires aux démocraties dans l'est de l'Europe

- La politique plus libérale de Mikhaïl GORBATCHEV favorise l'autonomie puis l'indépendance des anciennes démocraties populaires d'Europe de l'est. **La démocratisation se met en marche d'abord en Pologne** où le général JARUZELSKI (Premier ministre et premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais), qui avait déclenché l'état de guerre en 1981 face à l'agitation du syndicat *Solidarnosc*, est contraint face à l'absence de l'URSS et la pression sociale, accepter, le 5 avril 1989, le principe d'élections libres (les premières en Europe de l'Est depuis 1945). Il pose cependant comme condition que le pouvoir du Parti communiste soit ménagé pendant quelques années encore. Comme Solidarnosc refuse de participer à un gouvernement à direction communiste, JARUZELSKI se trouve dans l'impasse ; en août, il doit faire appel à Tadeusz MAZOWIECKI, un des chefs de file de Solidarnosc, qui va gouverner avec la participation de quelques communistes.

- Les autres anciennes démocraties populaires suivent la marche à l'indépendance et à la démocratie : Hongrie, RDA, Tchécoslovaquie, etc. **Ce mouvement peut être freiné par les dissensions nationales/nationalistes** (en Tchécoslovaquie ou, plus violemment, en Yougoslavie) **et peut, au contraire, être favorisé et assuré par l'appui de leaders qui évitent l'anarchie** : Lech WALESA (élu président de la République en décembre 1990 avec 74 % des voix), Vaclav HAVEL (Tchécoslovaquie).

C) Imposer la démocratie de l'étranger

-La « croisade » démocratique des Etats-Unis au Moyen-Orient

- Si, en mai 2017, l'ancienne conseillère à la sécurité de George W. BUSH, Condoleezza RICE a déclaré que « Nous ne sommes pas allés en Irak pour apporter la démocratie » mais pour des raisons sécuritaires, **l'intervention américaine de mars 2003 était présentée comme un moyen de mettre fin à la dictature de Saddam HUSSEIN**. Un tel argument s'insérait aisément dans le cadre traditionnel de la diplomatie américaine, épousant la « destinée manifeste » soutenue depuis le XIXe siècle (considérant que les Etats-Unis ont pour « mission » de guider le monde).

- Au terme de la guerre et à la chute de Saddam HUSSEIN (capturé et livré à la justice irakienne en décembre 2003), le pouvoir a été remis entre les mains d'un gouvernement intérimaire en juin 2004. **Les premières élections législatives ont été organisées en décembre 2005** et ont vu la victoire d'une coalition chiite (courant de l'islam majoritaire dans le pays). Les sunnites (autre courant au pouvoir sous Saddam HUSSEIN) se sont massivement abstenus.

- L'Irak possède aujourd'hui des structures démocratiques (régime semi-présidentiel) mais reste confronté à **des problèmes cumulatifs** :

-corruption (en 2013, l'Irak était à la 169e place – sur 176 – dans le classement établi par l'ONG Transparency International) ;

-faiblesse de l'Etat (nombreuses zones grises) ;

-divisions religieuses et culturelles ;

-terrorisme (Daech).

- Deux ans auparavant, les Etats-Unis avaient tenté d'imposer *ex-nihilo* la démocratie dans un autre pays qui n'en avait jamais fait l'expérience solide : **l'Afghanistan**. Après la chute du régime taliban causée par l'intervention d'octobre 2001, les Américains placèrent Hamid KARZAI à la tête du pays, refusant le retour de l'ancien roi d'Afghanistan. KARZAI sera élu démocratiquement en 2004 (dès le premier tour : 55,4 % des voix). Le pays est désormais dirigé par Ashraf GHANI (depuis 2014) mais l'Etat ne contrôle pas l'ensemble du territoire (regain des Talibans dans certaines régions).

-Les incitations de l'ONU

- Dans les années 1980, la Banque mondiale accepte de fournir des aides et des prêts financiers aux Etats en difficulté en échange de réformes libérales (en particulier des réformes néolibérales…) : **c'est le consensus de Washington**.

- **L'ONU a accompagné et impulsé le processus de transformation démocratique dans plusieurs pays africains ou encore en Haïti** (après la fin de la dictature de la famille DUVALIER en 1990, avec l'aide états-unienne).

-Les incitations de l'UE

- La CEE, puis l'Union européenne (depuis 1992), a cherché à **intégrer les démocraties nouvelles du continent pour éviter leur retour à la dictature**. La Grèce intègre l'organisation en 1981, l'Espagne et le Portugal en 1986.

- En 1993, le Conseil européen réuni à Copenhague définit des **critères d'adhésion au sein desquels figure la démocratie**. L'optique d'une adhésion à l'UE devient alors un *leitmotiv* pour les anciennes dictatures de l'est qui vont chercher à se démocratiser rapidement.

III] Les pressions sur les démocraties au XXIe siècle

A) Individualisme, tyrannie de la majorité et despotisme démocratique : l'apport des réflexions de TOCQUEVILLE

- Alexis DE TOCQUEVILLE (1805-1859) est né à Paris mais **descend d'une des plus vieilles et illustres familles aristocratiques normandes** (d'où sa particule « de »). Ses parents, ultra-royalistes, devaient être guillotinés. Mais la chute de ROBESPIERRE mit un terme à la Terreur et leur rendit leur liberté en 1794. Ils s'exilent alors en Angleterre et reviennent en France à la Restauration – son père est nommé préfet de la Moselle en 1817.

- Après des études de droit à Paris, TOCQUEVILLE est nommé juge auditeur au tribunal de Versailles. En 1831, il part pour 9 mois étudier le système pénitentiaire aux Etats-Unis. Revenu en France où il devient avocat, il approfondit son étude du système politique et judiciaire américain et **publie en 1835 et 1840 les deux tomes de *De la démocratie en Amérique***. *Son étude est néanmoins biaisée par les modalités de son séjour outre-Atlantique. TOCQUEVILLE y reste moins d'un an et n'interroge que les couches moyennes et aisées des Etats-Unis, ne visitant pas les territoires des Indiens, les plantations esclavagistes ou les quartiers ouvriers…*

- **Il mène aussi une carrière politique :** il sera député de la Manche de 1839 à 1851, soutient la chute de LOUIS-PHILIPPE en 1848, devient ministre des Affaires étrangères sous la IIe République (de juin à octobre 1849) avant de renier Louis-Napoléon BONAPARTE. Il meurt à Cannes des suites d'une tuberculose.

- **Pour TOCQUEVILLE, la marche vers la démocratie ne peut être entravée et ne doit pas l'être**. Sinon, elle risque de provoquer des heurts violents entre les membres de la société (sa famille a par exemple payé un lourd tribut durant la Révolution française). La démocratie ne constituerait pas une rupture forte avec l'Ancien Régime puisque certaines structures et institutions ont perduré (comme le tribunal d'instance). Cependant, l'avènement de la démocratie en France est l'aboutissement d'un processus d'égalisation des conditions (égalité de droits, égalité des chances, égalité de considération, soit le fait que chaque citoyen se représente comme l'égal d'un autre même si sa position économique et sociale est différente).

- Néanmoins, **comme les libéraux de son temps** (l'économiste néoclassique britannique John Stuart MILL est l'un de ses proches amis), **il redoute que la démocratie menace les libertés** au profit d'un certain égalitarisme.

- Longtemps sous-estimée en France (à la différence des Etats-Unis), **l'œuvre de TOCQUEVILLE fut redécouverte dans les années 1950**, grâce aux écrits du politologue et historien Raymond ARON. Elle est devenue une référence pour des historiens (comme François FURET), des philosophes (Marcel GAUCHET) ou des sociologues (Raymond BOUDON).

-Individualisme et primauté des intérêts particuliers

- **Pour TOCQUEVILLE, la marche démocratique au XIXe siècle se caractérise au moins par 3 fondements :**

-l'égalisation des conditions ;

-la passion pour l'égalité ;

-l'individualisme (à ne pas confondre avec l'égoïsme, sentiment « dépravé » et non « réfléchi ».

- TOCQUEVILLE considère que **la démocratie favorise l'émergence d'un individu émancipé de ses attaches traditionnelles.** Celui-ci se préoccupe avant tout de lui-même, de sa famille et amis proches au préjudice de la société dans son ensemble.

- Contrairement aux sociétés aristocratiques où les liens sociaux existent (même s'il s'agit de lien entre dominants et dominés ou de liens de solidarité entre exploités), **la démocratie conduit à un affaiblissement des liens traditionnels :** l'attention portée à la communauté serait affaiblie et les liens sociaux au-delà de la sphère privée se raréfieraient.

- Pour TOCQUEVILLE, **l'individualisme se développe d'autant plus que les conditions s'égalisent.** Un tel constat l'amène à voir dans la démocratie un régime qui s'autodétruit de l'intérieur. La démocratie nourrit des idéaux qui sont les germes de sa propre destruction : les individus se replieraient sur la sphère privée et se désintéresseraient parallèlement de la chose publique (comme le mentionne Benjamin CONSTANT dès 1819).

-La « tyrannie de la majorité »

- TOCQUEVILLE parle de « tyrannie de la majorité » pour désigner le fait que les personnes élues démocratiquement à la majorité peuvent imposer leurs décisions à la minorité puisqu'elles sont en effet censées représenter la volonté « du plus grand nombre ». **La tyrannie de la majorité réside ainsi dans l'oubli de l'intérêt général et la pénalisation de certaines parties de la population**.

- Dans les démocraties fondées sur les élections à la majorité des suffrages, les opinions de la minorité (aussi justes et conformes à l'intérêt général soient-elles) sont en effet écrasées par le nombre. **La démocratie prend alors le risque de nier les opinons minoritaires, en empêchant qu'elles s'expriment.** Certains citoyens ne sont ainsi jamais représentés parce

qu'ils n'accèdent pas à la majorité des voix (femmes, minorités sexuelles, ouvriers et employés, etc.)

- Ce constat prend en fait tout son sens **à l'époque de TOCQUEVILLE dans la mesure où les élections avaient alors lieu au suffrage censitaire** : seuls les électeurs mâles payant le cens pouvaient voter (majorité), excluant ainsi une large frange de la population (minorité).

- **Aujourd'hui, cette « tyrannie de la majorité » peut être accentuée par les médias et les sondages d'opinion** :

>les sondages peuvent infléchir l'opinion des individus qui se voient indirectement et inconsciemment poussés à suivre la pensée majoritaire (dans le cadre d'élections par exemple), ce qui a été montré par la psychologie sociale ;

>les sondages et opinions, modes de pensée majoritaires, relayés dans les médias, peuvent infléchir la politique d'un gouvernement démocratiquement élu (sur l'écotaxe en France par exemple)… ou non (sur la peine de mort abolie en 1981).

-Vers un despotisme doux ?

- TOCQUEVILLE parle donc de **« passion pour l'égalité »**, c'est-à-dire le rejet de plus en plus aigu de toute forme d'inégalité (dans une société, telle la société post-1789, qui se veut égalitaire, la conscience des inégalités est très forte). Or pour défendre l'égalité, les individus sont prêts à accepter un « doux despotisme », c'est-à-dire accepter la diminution de leurs libertés publiques au nom de l'égalité entre les citoyens.

- **Le repli des individus sur la sphère privée** rendrait en outre les citoyens à accepter de délaisser la gestion des affaires publiques aux représentants politiques.

- Enfin, cette acceptation d'un pouvoir presque despotique mais confié démocratiquement par les citoyens (qui exerceraient leurs droits politiques de façon ponctuelle par un vote plus ou moins régulier) serait **un penchant qui s'expliquerait par la recherche d'un bien-être matériel immédiat et privé dont on voudrait jouir**.

- Le despotisme démocratique trouverait donc sa source dans le désengagement des citoyens dans la gestion de la chose publique, qui préfèrent la remettre entre les mains des dirigeants politiques. Ces derniers ont alors tendance à **accumuler les fonctions politiques et se spécialiser dans la carrière politique**. Le risque est alors de voir naître un Etat centralisé qui gère l'ensemble de la vie publique, qui est omniprésent et tout-puissant, et qui décide tout à la place des citoyens par le biais de ses agents. Ce despote serait toutefois « doux » et non-violent.

- **TOCQUEVILLE n'est cependant pas fataliste. Il considère que les dangers de la démocratie peuvent être évités.** Il préconise ainsi la mise en place de contre-pouvoirs intermédiaires entre l'Etat et les citoyens (pour éviter le despotisme doux), en particulier les associations qui pourront combler le vide laissé dans la sphère politique. Il rappelle l'importance des institutions pour protéger la démocratie et affiche sa préférence pour un Etat fédéral et décentralisé (comme les Etats-Unis), doté d'une séparation stricte des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Il exprime enfin l'importance de la morale religieuse pour guider les choix individuels.

B) Les citoyens contre les dérives oligarchiques

- **Les dernières années marqueraient le retour au centre de l'individu** (comme énoncé par Fabrice D'ALMEIDA dans *Brève histoire du XXIe siècle* en 2007) ; le manifestant a été nommé personnalité de l'année en 2011. L'individualisme existe bien mais ne se traduirait pas par l'acceptation passive d'un despote doux.

-Des dirigeants politiques déconnectés ?

- Contexte de **massification de l'enseignement** qui favorise le positionnement politique.

- **Caisse de résonance des réseaux sociaux**.

- **Reproduction des élites** (cf. sociologie ; *Les Héritiers* de BOURDIEU).

- **Sentiment d'abandon et de distance** entre la population et les experts (cf. *L'Etat détricoté*).

-De nouvelles révolutions

- **Remises en question des régimes autoritaires :** révolutions arabes de 2011, Hong Kong, etc.

- **Aspiration à un autre système :** Occupy Wall Street, Mouvement des Indignés… (cf. extrait Mister Robot)

- **Crise de confiance et manifestations sociales :** nuit debout, gilets jaunes…

-Des aspirations démocratiques renouvelées

- Plusieurs journalistes et universitaires ont formalisé **l'idée d'une post-démocratie**. Ce concept a été proposé par le politologue Colin CROUCH dans sont ouvrage *Post-démocratie* (2004). Il entendait désigner un nouveau stade de la démocratie, celui de l'ère capitaliste et globalisée. Derrière leur apparence démocratique – les élections ont bien lieu, la liberté d'expression et le pluralisme sont assurés, les partis politiques existent encore, nos sociétés ne donneraient plus aux citoyens la place qui leur revient. Les décisions sont prises ailleurs, par d'autres : au sein des lobbys, dans les grandes entreprises dont le lien avec les élites politiques s'est resserré ou dans les institutions supranationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

- **Dans son livre, Colin CROUCH distingue 2 phases démocratiques depuis 1945**. Dans les sociétés occidentales, la démocratie a culminé à la sortie de la deuxième guerre mondiale, quand la dépense publique jouait à plein son rôle de régulateur de la société et que les syndicats portaient la parole des salariés. Mais depuis les années 80, la souveraineté populaire n'a cessé de s'affaiblir. Loin des partis de masse d'antan, les organisations politiques actuelles en sont réduites à gérer les débats à coup de sondages d'opinion et à faire de la communication dans des médias conciliants.

- **Cette mutation de la démocratie apparaît plus ou moins subjectivement aux citoyens de nos jours**, les poussant, soit à la rejeter, soit à chercher à faire pression pour l'atténuer.

C) Le regain des populismes

-Un concept encore flou

- Le populisme est une **posture ancienne** qui constitue une posture ou une stratégie politique visant, pour obtenir les suffrages, à cliver la société et le monde politique en deux : les élites (que l'on rejette) et le peuple (auquel on appartient). Les populistes adoptent un discours

démagogique (qui vise à flatter le peuple), parfois mensonger (fake news) et souvent très offensif. Ils remettent en cause les médias (accusés de connivence avec les élites) et tentent de communiquer par des moyens plus ou moins détournés (réseaux sociaux par exemple).

- **Terme neutre au XIXe siècle** (Russie) **mais devient péjoratif** en se rapprochant des expériences dictatoriales sud-américaines.

- Pour Pierre ROSANVALLON, **le populisme est une forme de réponse** – que l'on peut juger mauvaise – **aux dysfonctionnements de la démocratie.**

-Des populismes

- **Le populisme de droite** est intimement lié à sa dimension identitaire : il rejette ce qui irait à l'encontre des intérêts de ce peuple défendu, qu'il s'agisse de l'Union européenne (critique de la globalisation et de la perte de souveraineté) ou des immigrés (considérés alors comme néfastes pour une société).

- **A gauche**, le populisme se manifesterait à travers une vision marxiste de la société et de ses élites, et notamment de sa classe capitaliste.

-Un danger pour la démocratie ?

- **Revendiqué par certains comme un étendard** de leur défense du véritable peuple dont la souveraineté serait confisquée par une élite corrompue et détachée des réalités, **le terme de populisme est également un anathème** visant à disqualifier les tenants d'une rupture avec le système politique et économique actuel.

- La stratégie populiste s'est imposée dans de nombreuses démocraties « fragiles », **poussant même les partis traditionnels à suivre la voie des extrêmes**. Si l'on s'en tient à la France, le patron de la droite républicaine Laurent WAUQUIEZ n'hésite pas non plus à user de cette rhétorique. Et d'ailleurs, Emmanuel MACRON n'a-t-il pas lui-même repris certains codes du populisme lors de sa campagne présidentielle, en s'opposant à un « système politique » ou à « l'ancien monde » ? *« Appelez-moi populiste si vous voulez. Mais ne m'appelez pas démagogue, car je ne flatte pas le peuple »*, avait répondu le candidat d'En Marche au *JDD*, moins de deux mois avant sa victoire à la présidentielle.